



la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

ABONNEMENTS

France et Colonies :
6 mois : 13 frs. 1 an : 25 frs.
Etranger :
6 mois : 20 frs. 1 an : 35 frs.
Chèque postal : P. Frank 136.855.

LA VERITE

45, Boulevard de la Villette
Paris X.
Hebdomadaire
Prix du numéro : 50 centimes.

La crise mondiale et les mutations ministérielles

La bourgeoisie française entre dans la crise

Face au Sénat qui allait le renverser, Tardieu évoqua le spectre de la crise. « J'estime que la crise actuelle est sans précédent; j'ai étudié les huit grandes crises économiques qui se sont produites depuis 1907 et j'en ai conclu qu'aucune n'avait ressemblé à celle que nous traversons actuellement... Les symptômes de la crise économique, industrielle et commerciale) sont nels : diminution des achats, diminution des exportations, ralentissement de la production dans les grands pays industriels; Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie. Le mouvement commence outremer. L'Europe est atteinte. Elle est gravement atteinte. Après avoir dressé un bilan de « bonne figure » faite sous son administration par la France « en face des difficultés qui l'assaillent comme les autres pays », Tardieu insiste : « Qui conteste que la crise économique ne soit pas grave? Qui ne voit que les difficultés d'ordre psychologique peuvent surgir demain en Europe? »

Il pensait intimider les partis de gauche devant les responsabilités actuelles du pouvoir. Les partis dont la clientèle a des positions économiques et sociales plus faibles dans la société capitaliste (industrie de transformation, commerce, petite bourgeoisie, paysannerie, et les fractions du capitalisme moins concentrées, moins puissantes) ne se sentiraient pas le potentiel nécessaire pour prendre la direction des affaires à travers la crise.

C'est cependant la crise qui a emporté le ministère. Sous les flaque de boue des scandales financiers, agissant les remous de la crise mondiale. « Il ne faut pas, écrit le Temps, que les prétextes de la crise parlementaire fassent oublier les menaces que la crise économique mondiale suspend sur la vie même de toute la nation. Au surplus, les manifestations de la seconde n'ont pas été sans influence sur l'élection de la première. Et la solution qui sera donnée à celle-ci se reflétera sans effet sur le déroulement de l'autre. Nous sommes à un moment, où, si nous voulons traverser sans subir de gros dommages les orages qui crévent un peu partout sur le champ des affaires, un effort de cohésion et de coopération loyale apparaît plus que jamais nécessaire. »

L'équipe Tardieu n'apparaissait pas devoir aborder les « orages » favorables. Formation de combat, agressive, elle sert avant tout les intérêts du capital financier, de l'industrie la plus concentrée, des couches les plus puissantes socialement du capital. Mais sa base politique était restreinte et sa méthode trop brutale. Le sénateur Borel décrivit le malaise entretenu par le ministère Tardieu, l'atmosphère de conflits perpétuels. Il parla aussi de l'irritation des petits cultivateurs qui rendent le ministère responsable de la gravité de la crise agricole. (Et en effet les mesures du ministère de requins pour la défense des blés ne profitèrent qu'aux spéculateurs.) « Il y a, dit Borel, un vice fondamental dans l'atmosphère de bataille que vous avez créée... Il faut une majorité non pas composée d'un des deux grands blocs que nous voyons s'opposer face à face car l'effort constructif leur sera interdit... L'autre comparse, chargé de l'opération, Henry de Jouvenel, dira encore : « Il nous paraît dangereux de maintenir un ministère qui nous fasse rester dans cette situation fautive, d'où peuvent sortir des événements autrement graves que la chute d'un ministère... La politique du gouvernement ne peut que profiter aux partis extrêmes. Elle détruit les partis moyens... En renversant l'équipe de Tardieu, la bourgeoisie a marqué son intérêt d'élargir la base politique de son gouvernement dans le premier stade de la crise : « Un effort persévérant de sagesse, d'ordre, et de raison sera nécessaire pour reconquérir l'équilibre momentanément détruit. Cet effort qui s'impose à la France, comme au monde entier, ne sera poursuivie efficacement que dans une atmosphère de calme, préche le Temps, dans la paix des esprits... »

En ce qui concerne la politique suivie à l'approche de la crise par la bourgeoisie, Tardieu a pu marquer, fort des votes d'unanimité obtenus : « Sur tous les points essentiels nous sommes d'accord ». (Sur 16 votes sur la question agricole, treize votes d'unanimité des deux Chambres. — Sur la politique étrangère : « Je pourrais vous lire des discours d'Herriot, de Varenne, de Paul-Boncour, vous n'y trouveriez rien d'autre que ce que j'ai dit sur le désarmement... »). Les autres fractions de la bourgeoisie n'ont pas de programme général à opposer ou sont hors d'état de le faire. D'ailleurs — et c'est l'autre facteur qui a présidé à la crise ministérielle — les fractions de la bourgeoisie qui servaient Tardieu n'ont pas renoncé à faire prédominer leur politique à travers la crise, à s'assurer le contrôle de la politique générale. C'est ainsi que le président du Conseil renvoyé, au lendemain de son congé, et bruyamment soutenu par la grande presse, a revendiqué l'autorité intacte de la majorité parlementaire de la Chambre qui l'avait indéfectiblement soutenue.

Les difficultés de l'heure sont comprises par la bourgeoisie. Dans un article solennel, dans lequel il rappelle « que l'auteur de ces lignes fut en mai-juin 1914, les symptômes des événements graves qui devaient se produire peu après », le directeur de l'Information écrit : « De même, il sera nécessaire que le gouvernement de demain se découvre à la fois vigoureux et expert de manière à décourager les entreprises de ceux qui n'aspirent qu'à la dissolution d'un régime dont les bienfaits apparaissent à tous, mais trop tard, s'il venait à disparaître... »

LA LUTTE POUR L'ÉDIFICATION SOCIALISTE DANS L'UNION SOVIÉTIQUE

Après le procès de Moscou

L'agence Tass a annoncé le 9 décembre que Ramsine et Cie, les 5 condamnés à mort du procès de Moscou, étaient graciés par le C.C. du parti russe. L'Huma du lendemain, par la plume affolée de Cachin, nous apprend que les saboteurs entraient « de tout cœur dans la grande famille unie du prolétariat construisant héroïquement le socialisme », et que le plan quinquennal est « comme une religion nouvelle, celle de l'humanité à sauver (sic), qui a remplacé l'autre... »

Qu'est-ce à dire? Les saboteurs criminels, les agents de l'Etat-Major français, deviennent en une nuit les meilleurs auxiliaires de Staline, les amis les plus dévoués du prolétariat russe!

Peut-on jouer avec plus de désinvolture scandaleuse avec les inquiétudes légitimes du prolétariat mondial sur la situation de l'U.R.S.S.? Peut-on bafouer plus cyniquement la volonté de défense de l'U.R.S.S. des ouvriers communistes?

Devant l'appel lancé devant les attaques impérialistes, devant les difficultés intérieures de l'U.R.S.S. les communistes se dressent pour la défense de la dictature prolétarienne. Mais Staline leur répond : ne vous inquiétez pas, Ramsine et consorts vont maintenant défendre le plan quinquennal! « Y a-t-il encore, comme s'écrie le valet stalinien Cachin, un seul ingénieur qui se refusera à donner son concours désintéressé (!) et enthousiaste (!!) à la grande œuvre entreprise par le pouvoir soviétique? »

Le prolétariat communiste ne peut nourrir son action et ses luttes que de vérité, de réalités. Contre la politique incohérente des staliniens il continuera à travailler tenacement, à affronter les difficultés de l'édification socialiste, à utiliser toutes les ressources de l'Union Soviétique et le soutien du prolétariat russe et international pour tenir victorieusement tête aux ennemis de l'extérieur et de l'intérieur, au capitalisme mondial.

Répression Stalienne

Il faut sauver le camarade Zinzadze

Voilà un mois que le camarade Koté Zinzadze, déporté par Staline, est mourant. Durant ce temps il eut deux nouvelles hémorragies. Le sang coulait en abondance. Il a perdu cinq verres de sang pur. Les hémorragies furent accompagnées d'attaques cardiaques; le malade faillit être étouffé. Les médecins gardent peu d'espoir de sauver le malade. Le seul salut pour lui serait, d'après eux, le transfert immédiat à Soukhoum. Ils considèrent le climat de Crimée pour la santé du camarade Zinzadze comme meurtrier. Nos camarades déportés travaillèrent depuis longtemps pour son transfert à Soukhoum. Ordonné par Staline, Zinzadze fut transféré à Riga. Il fut transféré à Soukhoum, mais la permission n'est pas encore arrivée... Elle parviendra sûrement — quand le camarade Zinzadze ne sera plus là.

Déjà, dans le courant du mois d'octobre, nous avons appelé les ouvriers à soutenir une action en faveur de Zinzadze. Maintenant Zinzadze meurt. Il faut agir, il faut faire pression sur les bureaucrates encroûtés du parti. Il faut faire cesser le scandale de la déportation des meilleurs bolchéviks! Camarades du parti et des syndicats initiaux! Dressez-vous contre cette politique criminelle, exigez le transfert immédiat de Zinzadze au Caucase, ainsi que l'élargissement de tous les oppositionnels emprisonnés et déportés!

que le prolétariat puisse prendre une conscience aussi franche de la crise. Le parti social-démocrate est prêt à se laisser prendre en remorque par la bourgeoisie sous la forme d'une quelconque « opposition constructive » ou « expérience loyale ». Seul, le parti communiste peut défendre les intérêts du prolétariat. Il ne suffit pas, comme le fait l'Humanité, de terminer chaque article sur la crise ministérielle par l'affirmation qu'« il n'est pas d'autre solution à la crise capitaliste que la solution communiste », qu'« il n'est pas d'autre voie à l'émancipation totale des masses laborieuses que le chemin tracé par la glorieuse révolution russe d'octobre 1917 », que « les ouvriers et les paysans n'oublieront pas que, quel que soit le ministère de remplacement, il n'y a pas pour résoudre la crise, d'autre voie que la lutte pour la révolution, la lutte pour la dictature du prolétariat ». Cela nécessite que les communistes préparent la mobilisation des masses prolétariennes dont la pression devrait se faire sentir à la bourgeoisie; par un cours nouveau dans la C. G. T. U. et l'intensification du travail syndical, par une campagne pour la défense des salaires, le raccourcissement de la journée de travail et la lutte contre le chômage, et par le rapprochement des travailleurs français et étrangers, par le soutien de la révolution indochinoise.

Les succès du socialisme et les dangers de l'aventurisme

Nous avons toujours souligné l'importance universelle et historique des expériences et des succès économiques en U. R. S. S. ce serait donc une répétition superflue de notre part que de le souligner une fois de plus. Rien ne révèle mieux aujourd'hui la dégradation effrayante de la social-démocratie mondiale que son désir ouvertement manifesté de faire revenir l'U.R.S.S. sur la voie du capitalisme, ainsi que sa solidarité politique active avec les comptables impérialistes et les saboteurs bourgeois. Rien ne caractérise mieux la lâcheté et la bassesse des classes dirigeantes de la société bourgeoise, la social-démocratie y compris, que leurs « protestations » contre le travail forcé en U.R.S.S., au moment où le commis des propriétaires héréditaires d'esclaves, Mac Donald, avec l'aide de la 2^e Internationale, opprime 300 millions d'hommes aux Indes et maintient le peuple hindou dans le servage colonial. Peut-on faire un seul instant la comparaison entre les remuements de souris de la social-démocratie de « coalition » ou « d'opposition » et le travail gigantesque qu'accomplit le peuple réveillé par la Révolution d'Octobre vers une vie nouvelle?

C'est précisément pourquoi nous, marxistes, sommes obligés de mettre en garde la classe ouvrière du monde entier avec une force et une insistance particulière contre les dangers qui s'accroissent et menacent la dictature du prolétariat, dangers qui sont le résultat de la politique fautive d'une direction qui a perdu la tête.

« Rattraper et dépasser »...

Les chefs officiels, la presse, les économistes — tous reconnaissent que le travail du plan quinquennal converti en plan de quatre ans s'accomplissent avec une tension extrême. Les méthodes administratives « d'émulation » démontrent que les rythmes sont atteints dans une large mesure aux dépens des muscles et des nerfs. Nous ne doutons pas un instant qu'une certaine couche d'ouvriers, surtout parmi les communistes, apporte dans le travail un enthousiasme véritable et que la masse plus large d'ouvriers est entraînée par cet enthousiasme de temps en temps dans différentes entreprises. Mais il faut tout ignorer de la psychologie et même de la physiologie humaine pour croire en la possibilité d'un « enthousiasme » de masse pour un travail qui dure pendant toute une série d'années.

Le travail est mené aujourd'hui avec les mêmes méthodes qu'on utilisait durant la guerre civile. Pendant la guerre notre expérience et nos munitions n'étaient pas, comme on le sait, à la hauteur. La masse combait les lacunes par la supériorité du nombre, par son élan, par son enthousiasme. Même pendant la guerre cet enthousiasme n'était pas général, surtout parmi la paysannerie. Les émusqués et les déserteurs jouaient alors le même rôle que les ivrognes qui manquent souvent au travail et les « débrouillards » qui changent constamment d'usine. Mais dans certaines périodes, sous l'attaque directe des blancs, non seulement les ouvriers, mais aussi les paysans se jetaient dans la lutte avec un véritable élan révolutionnaire. C'est ainsi que nous avons vaincu.

La guerre civile dura trois ans. Vers la fin de la guerre civile la tension générale avait atteint la limite extrême. Nous avons renoncé à la deuxième campagne poisonnée, malgré les durs conditions du traité de Riga. Une réaction profonde contre la tension et les privations de trois années de guerre civile commença parmi la masse des paysans et des ouvriers. Parmi la paysannerie cette réaction a abouti aux soulèvements qui embrassèrent la flotte et l'armée. Dans les milieux ouvriers elle s'est traduite par des grèves et des soûl-dizants « chibards ». Dans le parti d'Opposition ouvrière commença à gagner en influence. Sa force ne résidait évidemment pas dans les naïvetés semi-syndicalistes de ses chefs — et en général la querelle d'alors ne concernait pas du tout les syndicats, comme l'enseignent les stupides manuels des masses contre la tension continue des forces et dans la revendication du repos.

Dans la fameuse discussion de 1920-21 l'argument principal contre les « trotskystes » d'alors qui produisait le plus d'effet sur la masse était le suivant : « ils veulent mener le travail de construction économique avec les mêmes méthodes avec lesquelles on a fait la guerre » (1). C'est dans l'atmosphère de la réaction contre la période de guerre civile et le communisme de guerre que s'est formée la philosophie économique de la majorité actuelle de la fraction stalinienne : « Qui va

l'entente, va sûrement ». Le recul devant l'économie paysanne privée, le mépris des méthodes du plan, la défense des rythmes minima, le détachement de la Révolution mondiale — tout cela constitue l'essence du stalinisme pour l'époque 1923-28. Mais le paysan moyen aisé — l'appui et l'espoir de cette politique — est devenu par la force des choses paysan riche (kouliak) et a passé à la gorge la Dictature du Prolétariat, dont la base industrielle s'est avérée terriblement arriérée. La période de la suffisance et du laisser-aller a fait place à une période de panique et de précipitation. On a lancé le mot d'ordre « rattraper et dépasser dans le plus bref délai ». Le plan quinquennal minimum de Staline-Kriajovsky approuvé en principe par le XV^e Congrès fut remplacé par le nouveau plan quinquennal dont les éléments de base étaient empruntés à la plate-forme de l'opposition. C'est cela qui détermine le caractère de la déclaration de Rakovsky au XVI^e Congrès : Vous avez adopté un plan qui peut devenir un pas plus sérieux sur la voie juste et nous sommes prêts à vous offrir notre concours le plus loyal sans renoncer à aucune de nos idées et en réservant le droit de les défendre dans toutes les questions litigieuses.

Quand l'opposition défendait — d'abord — la nécessité même de l'établissement d'un plan quinquennal, et ensuite des rythmes déterminés (la réalité a prouvé suffisamment que les rythmes proposés par nous n'étaient nullement illusoire comme le feraient alors tous les membres du Bureau Politique actuel sans exception), pour une industrialisation et une collectivisation accélérées contre la ligne de 1923-1928, elle considérait le plan quinquennal non pas comme un dogme, mais comme une hypothèse réalisable. La vérification collective du plan doit être faite dans le processus du travail; quant aux éléments de cette vérification ils ne consistent pas seulement dans les chiffres de la comptabilité socialiste, mais aussi dans les muscles et les nerfs des ouvriers et les sentiments politiques des paysans. Le parti doit tenir compte de tout cela, le sonder, vérifier, résumer et généraliser.

En réalité, le tournant économique dans le sens de l'industrialisation et de la collectivisation s'est réalisé sous le feu de la panique administrative. Cette panique sévit toujours. Il suffit de voir les premières pages de tous les journaux soviétiques d'aujourd'hui : c'est une adaptation compliquée aux mots d'ordre, aux formules et aux appels de la guerre civile : front, mobilisation, rupture du front, cavalerie, etc... le tout assaisonné parfois du snobisme sportif : start, finish, etc. Combien tout cela doit égarer les ouvriers sérieux et dégoûter tout le monde! Tandis que nous, dans les conditions terribles de la guerre civile, avons introduit, non sans hésitations, comme mesure provisoire l'ordre du drapeau rouge (Lénine était au début opposé à cela et ne l'a accepté ensuite que comme mesure provisoire), aujourd'hui, dans la treizième année de la Révolution, il existe 4 ou 5 ou 6 ou 7 ou 8 ou 9 ou 10 ordres différents. Mais ce qui est plus important c'est l'introduction de la semaine inferronrompe de travail, l'attachement des ouvriers aux entreprises, l'augmentation extrême de l'intensité du travail. Si la réalisation de ces mesures exceptionnelles est devenue possible cela tient au fait que dans l'esprit de la couche de l'avant-garde elles ont un caractère provisoire, en liaison étroite avec l'idée du plan quinquennal. De même que pendant la période de la guerre civile les ouvriers et les paysans tendaient toutes leurs forces pour écraser l'ennemi et s'assurer le droit au travail et au repos, les éléments d'avant-garde de la classe ouvrière d'aujourd'hui comptent sincèrement « rattraper et dépasser » les

(1) En réalité dans les conditions des forces productives très pauvres ou, pour mieux dire, de la misère — sans la nouvelle politique économique, c'est-à-dire sans l'introduction de l'intérêt privé sur la base du marché — il n'y avait pas et il ne pouvait pas y avoir d'autre méthode que les méthodes du communisme de guerre. Avant le passage à la NEP la discussion tournait toujours à côté de la question. Le passage à la NEP fait disparaître l'objet même de la discussion. Seul Zinoviev et, jusqu'à un certain point Tomsy continuent à rabâcher l'A.B.C. des questions syndicales, sans avoir jamais compris de quel il s'agit.

Léon Trotsky.

EN ITALIE

Réveil antifasciste et répression L'O.V.R.A.

Milan, décembre.

Dans notre lettre précédente nous vous avons parlé de la situation critique et des diverses difficultés qui assaillent le régime mussolinien. En même temps nous vous avons signalé l'extension du mécontentement et des manifestations auxquelles ce mécontentement donne lieu dans les villes comme à la campagne, et auxquelles le fascisme s'efforce de tenir tête en multipliant les arrestations, et en donnant un nouveau tour de vis. A ce propos nous vous avons parlé des arrestations de prolétaires et de plusieurs camarades dont certains ont comparu déjà devant le Trib. Spécial, et d'autres vont y comparaître; et nous vous avons indiqué que différentes personnalités bourgeoises, parmi lesquelles l'ancien ministre Belotti, des avoués, des journalistes, des libéraux, des franc-maçons, etc... accusés d'être en liaison avec la Concentration Antifasciste de Paris et de travailler pour elle, ont été déferés au Tribunal Noir de Rome « pour crime de conspiration contre le régime fasciste ». Sous la pression de l'opinion internationale, et plus directement, sous la pression des masses en Italie, le gouvernement de Rome s'est vu dans la nécessité de sortir de son silence et de donner à la presse un communiqué qu'il est indispensable de reproduire intégralement, à cause de sa signification politique particulièrement digne d'être soulignée.

« La section spéciale O.V.R.A. de la direction générale de la Sûreté Publique, qui dépend directement du Ministère de l'Intérieur, a découvert une organisation clandestine ourdissant des crimes contre le Régime. Quelques-uns de ces crimes devaient être accomplis à l'occasion du VIII^e anniversaire de la marche sur Rome... Conséquence d'une telle découverte ont été arrêtées et déferées au Tribunal Spécial les personnes suivantes qui ont avoué : Battaglia Ugo, Bauer Riccardo, Berliacqua Lidia, Busan Ettore, Calace Vincenzo, Cantoni Raffaele, Capaldi Giovanni, Ceva Umberto, Cristofani Raffaele, Cristofaletti Ugo, Damiani Alberto, Damiani Mario, Del Cas Caterina, Fancello Francesco, Gentili Dino, Pagani Umberto, Parri Ferruccio, Pintus Cesare, Roberto Bernardino, Rossi Ernesto, Traquandini Nello, Viezzoli Giordano, Zari Pietro, Caprari Pietro. Toujours l'O.V.R.A. a ensuite identifié tout le réseau d'une organisation communiste qu'on cherchait à constituer en Emilie et en Romagne, et a procédé à des arrestations dans quelques départements de ces régions. Les chefs ont été déferés au Tribunal Spécial. L'O.V.R.A. enfin a découvert à Rome une organisation antifasciste masquée qui réalisait son action criminelle par la diffusion clandestine et périodique de tracts et de pamphlets calomnieux, et en a identifié et arrêté les chefs dans les personnes de Mario Vinciguerra, Renzo Rendi et veuve De Bossi, qui tous ont avoué et ont été déferés au Tribunal Spécial.

Comme des preuves n'ont pu être réunies contre le prof. Rensi, et comme il a écrit une lettre d'explication dans laquelle il rappelait entre autre sa première adhésion au mouvement fasciste et sa proposition de s'adonner uniquement à ses études, il a été libéré.

Ce communiqué, afin d'être apprécié dans sa portée politique, doit être expliqué brièvement. C'est la première fois que dans la presse fasciste italienne apparaît une telle apologie de l'O.V.R.A., section spéciale politique de la police dépendant directement du Ministère de l'Intérieur. L'O.V.R.A. c'est la main noire fasciste, l'organisation qui a pour tâche de développer la provocation et l'espionnage, de bâtir des complots, d'exécuter les actes de terreur et de torture contre les ennemis du régime.

Nudi et Pecenza, le prof. Bruno, actuellement Préfet de police à Milan, voilà les noms de quelques-uns des individus qui dirigent les bandes de l'O.V.R.A. Dumini, Quaglia, Menapace, Savorelli, Taddeo, Vecchi, voilà quelques chaînons isolés de cette organisation spéciale. Matteotti, Sozzi, Riva, des milliers d'anti-fascistes et de communistes dénoncés au Tribunal Spécial et enfermés dans les bagnes fascistes, tués sauvagement après des tortures infâmiques ou relégués dans les îles de déportation, voilà l'œuvre infâme que la presse du régime vante comme le titre d'honneur de l'O.V.R.A. Nous y reviendrons encore et en

détail. La lutte contre l'O.V.R.A. est la lutte pour la vie elle-même du mouvement révolutionnaire et anti-fasciste. Une chose est en tout cas évidente et fatale pour cette O.V.R.A. qui voudrait réhabiliter l'OKrahna tsariste; c'est ceci : à mesure que la situation s'aggrave, que le mécontentement s'élargit et que les masses entrent en mouvement, elle devient une arme de moins en moins apte à blesser, et à la fin trop fragile pour faire face à l'assaut. C'est à quoi du reste, nous assistons. Les arrêts du Tribunal Spécial, les fusillades, les délations et les trahisons sont incapables de décourager la classe ouvrière, d'arrêter la marche des masses anti-fascistes sur la route du mouvement, comme le prouvent les arrestations continues et les récentes manifestations de chômeurs à Turin, à Milan, en Emilie, en Romagne, et dans d'autres régions d'Italie.

L'autre fait à signaler est la découverte d'une organisation « concentrationniste » en Italie. Libéraux, franc-maçons républicains et tout trempé et sont déferés au Tribunal Spécial. C'est aussi la première fois que la presse fasciste, depuis les lois d'exception, parle d'un « complot concentrationniste » en Italie. Quelle valeur a ce fait?

On sait quelle a été après les lois d'exception l'attitude des survivants de l'Aventin : « Rien à faire désormais en Italie ». Attitude qui reflétait l'état de terreur et de débandade des couches petites-bourgeoises après les lois d'exception. Par contre le Parti communiste, organisation d'avant-garde et guide de la classe ouvrière, affirma qu'au contraire tout était à faire en Italie ». En face de la débandade qui a suivi la défaite inévitable à l'Aventin, le parti communiste resta seul à lutter en Italie pour organiser la résistance et la lutte anti-fasciste. Les chroniques du Tribunal Spécial et de l'O.V.R.A. en 1927 et 1928 restent les témoins indétruitebles de l'énergie déployée par notre parti et par la classe ouvrière durant ces années de lutte contre le fascisme et le capitalisme. Tandis que la Concentration antifasciste, constituée à Paris parmi les groupes d'émigrés, résidu de l'Aventin, proclamait à cette époque que tout travail en Italie n'était qu'un gaspillage inutile d'énergie. Mais la distance qui existait entre la Concentration antifasciste à Paris et ses bases en Italie ne pouvait nous faire conclure à la disparition de la Concentration en Italie. La lutte contre la Concentration signifiait la lutte contre la « désertion », contre la passivité, contre les illusions d'une solution pacifique et démocratique de la situation, contre l'attente de la chute du fascisme par des forces étrangères à la classe ouvrière. Certes, la lutte que le parti menait sur ce terrain manque de fermeté et de clarté. Et il ne pouvait en être autrement, car cette lutte était une continuation de la politique menée par notre parti lors de la crise Matteotti, qui dégénéra ensuite dans la théorie de la révolution populaire se transformant en révolution prolétarienne. Plus tard, (Garlandi et Ercoli s'étant convertis à la théorie du social-fascisme), ces hommes qui étaient auparavant obsédés par la Concentration, qui avaient théorisé l'« exceptionnalité » de la social-démocratie italienne (différente de la social-démocratie des autres pays), qui affirmaient l'impossibilité de tout compromis entre la social-démocratie (Concentration) et le fascisme, — ont considéré cette compromission comme déjà accomplie, ont proclamé que la Concentration n'existait pas en Italie, ont nié que la social-démocratie en Italie « malgré toute sa bonne volonté » eut la possibilité de devenir le bureau du prolétariat, etc... Et ce virage des positions de droite (sur-estimation de la Concentration), aux positions de l'ultra-gauche (négaration de la Concentration) tombait dans un sens opposé, juste au moment où la situation allait en se modifiant, où la petite bourgeoisie sortait elle aussi de sa longue passivité et où la Concentration cherchait à être plus présente, par son organisation et politiquement. Raison pour laquelle le danger de voir la direction des masses anti-fascistes en mouvement passer aux mains de la petite bourgeoisie anti-révolutionnaire et anti-prolétarienne, était plus grave. Et une fois plus la direction de notre parti a été prise au dépourvu en face des faits qui vont se développant en Italie.

(Suite à la page 2.)

Camarades, assurez la vie de la «Vérité»

Nos amis ne nous soutiennent pas d'une façon suivie. Cette semaine, la souscription a été franchement insuffisante et les abonnements également.

La vie de « la Vérité » n'est pas assurée; la publicité nous permet seulement de boucher quelques trous. La parution de « la Vérité » n'est pas liée à la publicité mais aux efforts que feront tous nos lecteurs. D'ici la fin de l'année, nous demandons à chaque abonné de nous trouver un abonné nouveau, à chacun de nous trouver de nouveaux lecteurs. Nous demandons aussi que

chacun limite ce jeune révolutionnaire de Bagnolef qui nous écrit : « Je vous envoie ma souscription de trois francs; la prochaine fois je ferai mieux. Mais que chaque travailleur envoie son obole pour soutenir « la Vérité », et pour le redressement des Jeunesses et du Parti communiste ».

Il est absolument nécessaire que tous nos camarades fassent un effort, sérieux et persistant.

Pour la vie et le développement de « la Vérité », chacun répondra à nos appels!

Dans l'Union Soviétique Les succès du socialisme et le dangers de l'aventurisme

(Suite de la première page.)

pays capitalistes avancés et se garantissent contre les dangers économiques et militaires. Théoriquement, politiquement et psychologiquement l'idée du plan quinquennal est devenue pour les masses le problème de la construction d'un mur blindé autour du socialisme dans un seul pays. Les ouvriers trouvent en cela la seule justification de la tension extrême qui leur est imposée par l'appareil du parti.

Pour le 12^e anniversaire Staline écrivait : « Nous verrons encore quels pays on pourra ranger parmi les plus arriérés et parmi les plus avancés ». De telles déclarations et encore d'autres, plus catégoriques, furent publiées et reproduites sans nombre. Elles donnent le ton principal à tout le travail du plan quinquennal. Dans la façon de poser ces questions devant les masses il y a des éléments de tromperie en partie consciente et en partie inconsciente de la part de la bureaucratie qui veut faire croire à la masse que la réalisation du plan quinquennal placera l'U.R.S.S. à l'avant du monde capitaliste. Le Kautsky de l'appareil — Yarga — ne croit-il pas que la théorie du socialisme dans un seul pays, quoique absurde en soi, est néanmoins nécessaire pour encourager les ouvriers : la tromperie des popes pour le salut de l'âme ?

Pour son rapport au XVI^e Congrès Staline a commandé, entre beaucoup d'autres chiffres, des statistiques pour prouver qu'à la fin du plan quinquennal l'U.R.S.S. « rattrapera et dépassera » le monde capitaliste. Les traces de cette commande se retrouvent dans le discours de Staline. Arrivant au point central du rapport de forces entre l'économie soviétique et l'économie mondiale le rapporteur s'est borné, d'une façon inattendue, à la phrase suivante : « Nous sommes terriblement en retard, quant au niveau de développement de notre industrie, sur les pays capitalistes avancés ». Et il ajouta aussitôt : « C'est l'accélération des rythmes du développement de notre industrie qui nous permettra de rattraper et de dépasser techniquement et économiquement les pays capitalistes avancés ». Suppose-t-on ici un seul plan quinquennal ou une série de plans de 5 ans — on n'en sait rien.

Avec ses rudiments théoriques Staline s'est tout simplement effrayé du renseignement inattendu qu'il s'est fait fournir et, au lieu de présenter au parti les données exactes de notre état arriéré et de montrer la véritable envergure de la tâche qui consiste à « rattraper et dépasser », Staline s'est borné à glisser en contrebande une petite phrase sur : « notre retard terrible » (pour s'en servir le cas échéant comme d'une justification ; c'est à tout l'art de sa politique). Quant à la propagande de masse elle continue dans un esprit de bluff et de tromperie.

Mais il ne s'agit pas que de l'Union Soviétique. Les organes officiels de tous les partis de l'U.C. ne cessent de répéter qu'au bout du plan quinquennal l'U.R.S.S. sera placé au premier rang des pays industriels. Si cela était juste, le problème du socialisme serait du même coup résolu à l'échelle mondiale. Après avoir rattrapé les pays avancés l'Union Soviétique, avec sa population de 160 millions d'habitants, avec ses étendues et ses richesses énormes, devrait déjà au cours du deuxième plan quinquennal, c'est-à-dire dans trois ou quatre ans, acquérir une situation, par rapport au reste du monde capitaliste, beaucoup plus dominante que celle que détiennent aujourd'hui les Etats-Unis. Le prolétariat du monde entier serait convaincu par l'expérience que le socialisme dans un des pays les plus arriérés a créé en quelques années un niveau de vie pour le peuple incomparablement plus élevé que celui des pays capitalistes avancés. La bourgeoisie ne pourrait résister une seule journée de plus à la poussée des masses travaillantes. Une telle voie pour la liquidation du capitalisme serait la plus simple, la plus économique, la plus « humaine » et la plus sûre, si elle était... juste. En réalité elle n'est que fantaisie.

Quelques coefficients comparatifs

La réalisation du plan quinquennal a commencé en 1928-29, au niveau très proche de celui de la Russie d'avant-guerre, c'est-à-dire au niveau de la misère et de la barbarie. Dans le courant des années 1924-30, des succès énormes ont été atteints. Néanmoins, l'Union Soviétique se trouve encore aujourd'hui, à la troisième année du plan quinquennal, du point de vue de ses forces productives, beaucoup plus près de la Russie tsariste que des pays capitalistes avancés. Voici quelques faits et chiffres.

Les 4/5 de toute la population productive sont occupés chez nous dans l'agriculture. Aux Etats-Unis pour 1 personne occupée dans l'agriculture il y en a 2,7 occupés dans l'industrie.

Le travail industriel chez nous est 5 fois plus productif que le travail agricole. En Amérique le travail agricole est 2 fois plus productif que chez nous et le travail industriel — 3,5 fois plus. La production nette par personne est ainsi aux Etats-Unis de près de 10 fois plus élevée que chez nous.

La puissance des installations mécaniques de base dans l'industrie se chiffre aux Etats-Unis par 35,8 millions de chevaux-vapeur. En U.R.S.S. elle est de 4,6 millions, c'est-à-dire 10 fois moindre. Si l'on compare la force d'un cheval-vapeur à la force de dix hommes on peut dire qu'aux Etats-Unis pour chaque habitant il y a 3 esclaves en acier travaillant dans l'industrie, tandis que en U.R.S.S. il n'y a qu'un esclave en acier qui travaille dans l'industrie pour 3 habitants. Si l'on tient compte de la différence de la population, et d'une fraction encore moindre si l'on tient compte de la différence de superficie, et de coefficient suppose que le plan soviétique soit réalisé entièrement et que les Etats-Unis n'avancent pas d'un pouce.

En 1928 les Etats-Unis ont produit 38 millions de tonnes de fonte, l'Allemagne — 13 millions, l'Union Soviétique — 3 1/3 millions. Acier : Etats-Unis — 52 millions, Allemagne — 14 millions, l'Union Soviétique — 4 millions. Dans la première année du plan quinquennal notre production de métaux était égale à celle des Etats-Unis en 1880 ; il y a juste un demi-siècle les Etats-Unis produisaient 4,3 millions de tonnes de métal, avec une population équivalente à peu près à un tiers de la population actuelle de l'U.R.S.S. En 1929 l'U.R.S.S. a produit près de 5 millions de tonnes de métaux bruts. Cela veut dire que la consommation de métaux est aujourd'hui, pour chaque citoyen de la République Soviétique, de près de trois fois moindre qu'il y a un demi-siècle pour chaque citoyen des Etats-Unis.

La production métallurgique actuelle est aux Etats-Unis de 28 pour cent plus élevée que la production agricole ; chez nous la production métallurgique est presque de 18 fois plus faible que la production agricole. Au terme du plan quinquennal ce rapport doit se traduire par 1 : 8. Il est inutile d'expliquer la signification de la métallurgie pour l'industrialisation ainsi que pour la collectivisation de l'économie agricole.

Au terme du plan quinquennal la consommation de charbon par habitant en U.R.S.S. sera de 8 fois moindre qu'aux Etats-Unis. La production soviétique du pétrole est de 7 pour cent par rapport à la production mondiale, les Etats-Unis en produisent plus de 68 pour cent, donc 10 fois plus.

Des rapports plus favorables existent dans l'industrie textile, mais même ici la différence en notre faveur est étonnante : les Etats-Unis possèdent 22,3 pour cent de machines à tisser, l'Angleterre — 34,8 pour cent, l'Union Soviétique — 4,2 pour cent. Ces chiffres deviennent encore plus frappants si l'on applique le nombre des machines à tisser au chiffre de la population.

Le réseau de chemin de fer soviétique sera augmenté par le plan quinquennal de 18-20.000 kilomètres et atteindra ainsi 80.000 km., contre les 400.000 kilomètres des chemins de fer américains. Pour 100 kilomètres carrés de surface les Etats-Unis possèdent 51,5 km. de voie ferrée, la Belgique 370 km., la partie européenne de l'U.R.S.S. — 13,7 km., et la partie asiatique — 1 km.

Les chiffres de la flotte marchande sont encore plus défavorables. La part de l'Angleterre dans la flotte marchande mondiale est de 30 pour cent, celle des Etats-Unis est de 22,5 pour cent, celle de l'Union Soviétique — de 0,5 pour cent.

Les Etats-Unis possédaient en 1927 presque 80 pour cent de la totalité globale des automobiles, tandis que la part de l'Union Soviétique ne se traduisait même pas par des dixièmes de pourcent. Pour la fin du plan quinquennal on prévoit 158.000 automobiles dans le pays. Cela signifie : une machine pour plus de 1.900 personnes (aujourd'hui il y a une machine pour 7.000 personnes). D'après Ossinsky, au terme du plan quinquennal nous « dépasserons légèrement la Pologne » (si elle reste au niveau actuel).

Sur cette question en apparence technique les alliances militaires du présent ou de l'avenir vont se cristalliser comme par enchantement. La France d'abord, cherche à étudier le débat, la commission de 1929 ayant paraît-il opté pour la seconde méthode. D'une façon générale, la France est la première à s'opposer à toute modification sérieuse des forces militaires actuelles. Les besoins d'économie ne talonnent pas son budget militaire démesurément enflé ; sa stabilité économique relative lui donne dans le domaine des armements les coudées larges. Il n'en est pas de même des pays capitalistes qui souffrent de la crise mondiale, de la baisse des revenus, du déficit budgétaire. Tous les pays hors la France sont dans cette catégorie et ils poussent à une réduction des armements ; ils sont militaires à bon marché.

La France admet la limitation du budget. On le conçoit quand on constate que cette limitation n'affecterait que les neuf milliards officiellement consacrés à la défense nationale alors que, d'après Renaudel, le budget militaire réel est de l'ordre de dix-neuf milliards. L'Angleterre est aussi pour la limite au budgetaire car son budget de guerre est réparti entre le budget de guerre proprement dit, et les budgets de guerre des colonies et Dominions. Dès que la France parle elle entraîne à sa suite le cortège sinistre des Etats satellites, ses chiens de garde en Europe : la Pologne, la

Dans le P.C. de l'Union Soviétique Le nouveau „bloc“ Syrtzov-Lominadzé

Il y n'a pas longtemps que le seizième Congrès du P.C. de l'U.S. proclamait dans le monde entier l'unité du parti. Les écrivains bureaucratiques de la Pravda, de la Rote Fahne, de l'Humanité, etc., publièrent de longs articles, dans lesquels ils prouvaient que Staline était encore plus grand que Lénine, car, pour la première fois dans l'histoire du bolchévisme, il n'y avait pas d'opposition au Congrès et toutes les décisions furent prises à l'unanimité. Nous avons indiqué à l'époque, que cette unanimité du Congrès n'est pas l'unanimité des membres du parti, que ce Congrès était un congrès de la bureaucratie stalinienne, dont les résolutions et l'unanimité étaient décidés à l'avance. Cinq à six mois à peine sont passés et le parti russe se trouve devant une nouvelle crise ; on a découvert des fractions et des groupements « dont le but était d'ébranler le parti ». On voit qu'après le seizième Congrès, le parti contient encore, malgré les décisions unanimes, des « contre-révolutionnaires », des « traîtres », des « agents des koulaks, de la bourgeoisie interventionniste, des petits-bourgeois et des libéraux », des « semi-trotskystes », des « trotskystes », etc. Il est étrange que Syrtzov, un des amis les plus sûrs de Staline, qui, après le seizième Congrès, fut nommé président du Conseil des Commissaires du Peuple de la R. S. F. S. R. en remplacement de Rykov, soit devenu un des chefs d'une fraction dirigée contre Staline. Une série d'autres camarades dirigeants du P.C. se sont joints à ce mouvement et sont en partie déjà hors du parti. L'exclusion se fait comme de coutume, selon la méthode stalinienne, immédiatement et sans discussion. Slepov, Eichenwald, Karawajsky, Nussinov, Zeitlin, Maretzki et d'autres ont été exclus du parti. Syrtzov, Lominadzé, Chatzkin, Sten, Chaplin, etc., ont été relevés de leurs fonctions. On dissout, on « réorganise » des cellules on « renouvelle », on « élargit » des postes de direction.

Par manque d'information, il est difficile de se faire un tableau bien net du « bloc droit-gauche ». Selon la méthode habituelle, les articles qui ne sont pas en accord avec la « ligne générale » ne peuvent pas paraître dans la presse du parti. Un article, paru dans le Bolchévik n° 21 (organe théorique bi-mensuel du P.C. de l'U.S.) signé de B. Tall, fidèle centriste (combien de temps encore ?) donne quelques éclaircissements sur les conceptions du bloc oppositional. On n'y donne naturellement que quelques citations sur lesquelles la démagogie centriste construit sa sagesse théorique.

L'article débute par une constatation fort intéressante, disant que « la base sociale qui nourrit le trotskisme n'est pas encore disparue. C'est pourquoi notre parti est toujours à nouveau forcé de s'occuper... des résidus du trotskisme, des déformations semi-trotskystes, des déviations de gauche ». (Bolchévik, p. 23.) On n'a pas encore oublié les innombrables assertions de Jaroslawsky, affirmant que l'opposition de Gauche était radicalement et foncièrement battue et morte. Tall,

plus.
Des réserves d'or des pays les plus importants : les Etats-Unis — 36,2 pour cent des réserves mondiales, la France — 11 pour cent ; les 19 pays capitalistes les plus importants possèdent ensemble — 83 pour cent. Tout le reste du globe, l'U.R.S.S. y compris — près de 17 pour cent.

Dans le domaine journalistique et d'édition des succès sérieux, par rapport à la situation d'avant la révolution, ont été acquis. Mais c'est précisément dans ce domaine que notre situation arriérée est particulièrement grave. La consommation du papier est chez nous de 3,5 kg. par habitant, tandis que même dans les pays européens les plus arriérés elle est beaucoup plus élevée : 6-7 kg. en Yougoslavie, Bulgarie, Espagne, Hongrie, Pologne etc. Aux Etats-Unis la consommation du papier est de 80 kg. par habitant, c'est-à-dire de 23 fois plus qu'en U.R.S.S. En général la consommation du papier par habitant est dans les pays capitalistes avancés de quelques dizaines de fois supérieure non seulement à la consommation actuelle en U.R.S.S., mais aussi à celle prévue pour la fin du plan quinquennal. Par conséquent même dans cette industrie légère qui est plus accessible et dont l'importance est excessivement grande non seulement du point de vue économique, mais aussi politique et culturel, le problème ne se résout pas aussi facilement que le disent les criards, les habileurs, les fanfarons.

(La suite dans le numéro suivant.)
Léon Trotsky.

le nouveau spécialiste de la lutte contre les déviations est forcé, contrairement à ses prédécesseurs, de constater le contraire. Et il a certainement raison.
Quel point de vue a défendu le « bloc » Syrtzov, Lominadzé, d'après les indications de Tall ? Au sujet de la réalisation et des résultats du plan quinquennal, Syrtzov constate timidement que cette année « dans le troisième et le quatrième trimestre, il y a des lacunes qui rendent extrêmement difficile le développement fructueux de notre économie dans les années à venir ». Il doute de la justesse du rythme de développement de l'économie en disant qu'« une série de symptômes inquiétants de notre économie, les disproportions accentuées semblent à première vue justifier les doutes ».

Au sujet de la collectivisation, Syrtzov déclare : « Le pourcentage des exploitations collectives n'est important pour nous que si elles donnent naissance à des forces productives organisées sur une base nouvelle ».

Ces simples constatations de faits, ces timides insinuations sur des doutes sur la justesse du rythme ainsi que sur la valeur des exploitations collectives, provoquent la colère du centriste Tall. Il répond aux doutes interdits par des excitations habituelles, qu'il redouble après avoir cité une autre phrase de Syrtzov : « Si nous faisons de l'année qui vient une année de rectifications décisives des fautes commises, alors... » on pourra réparer le mal qu'a fait la politique stalinienne. Comment ose-t-on affirmer que la « ligne générale » contient des fautes ? Tall accuse le pauvre Syrtzov sous toutes les éphémères du dictionnaire stalinien. Celui qui doute de la justesse de la « ligne générale » se met en dehors des rangs du parti.

Les déductions de Syrtzov et de Lominadzé dans la question de la bureaucratie et ses rapports avec la classe ouvrière sont particulièrement importantes. Ici ce « bloc » prend des contours plus nets.

Syrtzov déclare : « La bureaucratiation, qui a pris ces derniers temps une ampleur considérable, arrête automatiquement l'initiative des groupes d'ouvriers et d'économistes précieux ».

Lominadzé voit aujourd'hui « bureaucratisme criant, manque de conscience, détachement des masses, rapports aristocratiques-féodaux avec les ouvriers et les paysans ».

Et qu'en est-il de la lutte du centrisme contre le bureaucratisme ? A cela Syrtzov répond : « La lutte contre le bureaucratisme devient elle-même un facteur complétant le bureaucratisme chez nous ».

Syrtzov dit ce que devient toute entreprise créatrice de la classe ouvrière : « Presque toute l'œuvre créatrice de la classe ouvrière est absolument déformée après quelques temps par un certain automatisme ».

(La suite dans le prochain numéro.)

La vie de la Ligue

A tous les camarades de la RÉGION PARISIENNE

Vendredi 12 décembre, aucune réunion des groupes. Tous les membres de la Ligue doivent se trouver à la réunion d'information sur la situation en Russie, les perspectives et nos tâches, le samedi 13 décembre, à 20 h. 30. Le lieu sera indiqué par convocation individuelle.

Le Comité Régional.

Le groupe des jeunes

Le noyau des camarades exclus dernièrement de la J.C. et ceux de la première opposition, membres de la Ligue, ont constitué un groupe de jeunes.

Ce groupe qui s'occupe déjà activement de la situation de la jeunesse, sera le prolongement de la Jeunesse Communiste dans tout son activité. Ce groupe des jeunes prépare actuellement un bulletin intérieur pour la Jeunesse Communiste et les exclus. Ce Bulletin constituera une liaison vivante entre nous et nos camarades de la Jeunesse. Une commission fut nommée et chargée de préparer une plate-forme d'action au sein de la jeunesse ouvrière. La Vérité des Jeunes sera élaborée par le groupe. Il faut que dans la province, à côté des groupes de la Ligue adultes se créent des noyaux de jeunes pour une action révolutionnaire parmi les jeunes travailleurs. Partout où la J.C. sera défaillante et où nous aurons des camarades, il faut travailler pour l'organisation de la Jeunesse Communiste et son renforcement, sans toutefois laisser de côté la création de nos noyaux d'action et d'éducation.

Tous au travail pour la régénérescence des J.C. !

Le Groupe des Jeunes de la Ligue.

EN ITALIE Réveil antifasciste et répression

(Suite de la première page.)

Cette fois les chômeurs descendent véritablement dans la rue à Turin, à Milan, en Romagne et dans d'autres endroits ; une offensive générale est à nouveau déclenchée contre les salaires des ouvriers des travailleurs agricoles et des employés (réduction de 12 à 30 pour cent), les petits commerçants obérés par les taxes et ruinés par la politique fasciste des prix, « font la grève », ferment leurs boutiques en signe de protestation ; la petite bourgeoisie urbaine est en effervescence, s'agite, cherche elle aussi une solution à sa situation insoutenable. Que fait notre parti dans une telle situation ? Quelle est sa politique pour orienter toutes les masses de la population qui se meuvent contre le fascisme, dans le sillon de la lutte prolétarienne révolutionnaire ? Si nous jetons un coup d'œil sur le chemin parcouru par la Centrale de notre parti, cette dernière année en particulier, nous verrons qu'elle a travaillé non pas à raccourcir, mais au contraire à élargir le fossé qui sépare le parti des masses, non à placer le parti à la tête des masses en mouvement, mais au contraire à réduire au minimum sa capacité d'intervention et d'initiative.

Tandis que la situation objective se présente aujourd'hui modifiée en faveur des forces révolutionnaires, — l'organisation de ces forces révolutionnaires est aujourd'hui plus faible et moins apte à y intervenir. Voilà le résultat amené par le dernier « tournant ». Plus que jamais le problème de l'assainissement de notre parti se pose comme un problème fondamental, à la solution duquel sont liés le développement et la victoire de la révolution prolétarienne en Italie.

NOUS DEMANDONS A TOUS NOS CORRESPONDANTS DE NOUS FAIRE PARVENIR TOUS LEURS ARTICLES POUR LE MARDI MATIN

CHPILEVSKI
COPAINS!
LES REVUES
47, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE PARIS.

Achetez vos livres
vos revues
vos brochures
à la
LIBRAIRIE MATERIALISTE
organisée par les Editions LES REVUES
47, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, PARIS (VI)
à une minute du Luxembourg

DOCTRINE — HISTOIRE — PHILOSOPHIE
ÉCONOMIE POLITIQUE — LITTÉRATURE
POÉSIE — ROMANS

TOUTES LES NOUVEAUTÉS — OFFICE DE TRADUCTIONS
RECHERCHES BIBLIOGRAPHIQUES
Œuvres de Marx, Engels, Pléchanov, Lénine, Trotsky etc...
TOUTE LA LITTÉRATURE SOCIALISTE ET COMMUNISTE

En vente : La Vérité, La Lutte de Classes
et toutes les publications ouvrières

Chèque postal : Paris 626-76. Tél. : DANTON 76-58.

La politique extérieure de l'état prolétarien La conférence du désarmement et la politique stalinienne

Les buts de la conférence préparatoire du « désarmement » qui se tient maintenant à Genève n'ont, cela va sans dire rien de commun avec ce qu'on pourrait appeler un désarmement ; mais ils jettent une lumière crue sur les positions politiques et militaires de chaque Etat dans le monde. Les alliances militaires secrètes ou demi-secrètes autant que les rivalités apparaissent au milieu des discussions sur la réduction des armements. Le but de chacun des délégués est d'obtenir une méthode qui réduise plutôt les armements du voisin que les siens propres. Lorsque les groupes de puissances se heurtent sur des problèmes « techniques » comme la limitation du budget ou la limitation du matériel de guerre, ces problèmes « techniques » prennent un aspect uniquement politique du fait que c'est une puissance ou une autre qui défende leurs applications.

La lutte au sujet du matériel de guerre

Il suffit de prendre n'importe quel sujet, pour y voir se profiler l'ombre des futurs conflits impérialistes entre groupes antagonistes de puissances. Prenons un exemple : la commission avait à trancher entre deux méthodes : la limitation du matériel de guerre évalué en tonnes ou la limitation du budget affecté à ce matériel de guerre, c'est-à-dire une méthode directe et une autre indi-

Tchéco-Slovaquie, la Roumanie, la Yougoslavie. De l'autre côté se dresse l'Allemagne. L'Allemagne vaincue a dû au traité de Versailles accepter déjà la limitation de son matériel de guerre : ses navires, ses avions, ses canons etc... Elle exige maintenant des puissances ex-victorieuses une réduction parallèle à la sienne.
C'est que le militarisme allemand canalisé par le traité de Versailles a pris un aspect très particulier. Limités en poids, les engins de guerre autorisés par le traité ne l'étaient pas en puissance destructive. A poids égal, grâce à une technique perfectionnée, l'Allemagne en a multiplié la force de destruction. Ses navires de combat ne doivent pas dépasser 10.000 tonnes. Qu'étaient-ce 10.000 tonnes auprès des 35.000 tonnes des cuirassés anglais ou américains ? Rien en 1919. Mais en 1929 par une technique extraordinaire, en remplaçant les rivets par des soudures autogènes, les turbines à vapeur par des Diesel à haute puissance, les croiseurs mis en chantier par le gouvernement social-démocrate d'Hermann Muller sont invulnérables aux gros cuirassés et capables de détruire les croiseurs de toutes les autres marines.

Dans le domaine de l'aviation, l'Allemagne n'a pas le droit de construire comme la France des milliers d'avions de guerre commandés en grande série, mais elle met au point de gros avions de commerce comme le G. K. 38 admirablement équipés et qui seront tout près pour la prochaine guerre impérialiste. Tout cela coûte cher et le budget de la Reichswehr avec les subventions de l'Etat augmentent d'année en année.

Aussi l'Allemagne s'oppose au contrôle budgétaire et préconise la limitation en poids du matériel de guerre. Sur ce terrain, par son haut potentiel de guerre, elle a une avance assurée. Autour d'elle s'accrochent les puissances qui sont plus ou moins en opposition avec la France, c'est-à-dire l'Italie et sa traînée de pays balkaniques, la

Hongrie, la Bulgarie, la Grèce, la Turquie, et enfin l'U.R.S.S.

Quant aux Etats-Unis, ils sont dans l'expectative tout en refusant énergiquement le moindre contrôle de leur budget par les Etats européens. Le groupe français l'emporte actuellement dans le sein de la commission, comme il domine dans la Société des Nations. Au milieu du chaos économique et politique où se débattent les capitalistes européens, la France seule est encore indienne et représente concrètement la classe bourgeoise au sommet de sa puissance ; elle cherche à jouer dans le cadre de l'Europe le rôle que les Etats-Unis auraient voulu tenir dans le monde entier, celui de pilier de la conservation sociale.

Contre elle se dressent maintenant le bloc presse communiste, et non une politique nationale de bureaucraties petits-bourgeois. Au correspondant de la « British United Press » à Moscou, Staline déclare officiellement : « Je suis convaincu que les régimes capitalistes et communistes peuvent fort bien vivre paisiblement côte à côte » et plus loin : « Je ne crois pas qu'il puisse résulter quelque chose de la conférence du désarmement de Genève, mais je considère que les Soviétiques ne peuvent pas s'abstenir de faire un effort de leur côté ». Application logique de la thèse du « socialisme dans un seul pays » ! L'Union soviétique, d'après la direction stalinienne, doit vivre paisiblement et nouer quelques intrigues avec les Etats capitalistes qui, comme l'Allemagne et l'Italie, adoptent sur le désarmement les mêmes points de vue qu'elle.

Il suffit de suivre l'activité de Litvinoff à Genève pour s'en convaincre. Sur toutes les questions l'U.R.S.S. est à la remorque du groupe Italo-Germanique et, bien plus, dans son projet de réduction des armements navals la délégation soviétique a en fait défendu la situation navale de l'Allemagne. Le traité de Versailles a limité la flotte allemande à 144.000 tonnes. Litvinoff a, en conséquence, dans ses différents projets, réclamé qu'au-dessous de 200.000 tonnes les puissances

des combines, est non seulement une trahison objective du prolétariat, mais même une erreur considérable du point de vue de ses intérêts immédiats.

La présence de la délégation soviétique à Genève et ses intrigues constituent à l'heure actuelle un véritable abandon de la politique prolétarienne qui fut dans le passé celle de l'Union soviétique. Elle devrait être le porte parole indigné du prolétariat contre les louches traditions et les alliances militaires qui se concluent derrière le masque du désarmement. Elle devrait dénoncer cette comédie militariste et quitter immédiatement cette salle de la conférence, elle le devrait si la politique stalinienne était une politique communiste, et non une politique nationale de bureaucraties petits-bourgeois. Au correspondant de la « British United Press » à Moscou, Staline déclare officiellement : « Je suis convaincu que les régimes capitalistes et communistes peuvent fort bien vivre paisiblement côte à côte » et plus loin : « Je ne crois pas qu'il puisse résulter quelque chose de la conférence du désarmement de Genève, mais je considère que les Soviétiques ne peuvent pas s'abstenir de faire un effort de leur côté ». Application logique de la thèse du « socialisme dans un seul pays » ! L'Union soviétique, d'après la direction stalinienne, doit vivre paisiblement et nouer quelques intrigues avec les Etats capitalistes qui, comme l'Allemagne et l'Italie, adoptent sur le désarmement les mêmes points de vue qu'elle.

Il suffit de suivre l'activité de Litvinoff à Genève pour s'en convaincre. Sur toutes les questions l'U.R.S.S. est à la remorque du groupe Italo-Germanique et, bien plus, dans son projet de réduction des armements navals la délégation soviétique a en fait défendu la situation navale de l'Allemagne. Le traité de Versailles a limité la flotte allemande à 144.000 tonnes. Litvinoff a, en conséquence, dans ses différents projets, réclamé qu'au-dessous de 200.000 tonnes les puissances

aient le droit de répartir à leur guise les forces de combat.

D'autre part, les grandes puissances impérialistes disposent de croiseurs de 10.000 tonnes armés de canons de huit pouces, l'Allemagne fait construire des croiseurs cuirassés de 10.000 tonnes, dont nous avons déjà parlé, armés de canons de onze pouces. Aussitôt nous voyons Litvinoff courir au secours des croiseurs social-démocrates en proposant que les navires de ligne aient un déplacement de 10.000 tonnes avec des canons de douze pouces. Cette proposition, si elle était adoptée, ne favoriserait même pas la flotte soviétique dont les navires de ligne sont beaucoup plus lourds, mais seulement la flotte de guerre allemande en désarmant unilatéralement les impérialistes dont les flottes possèdent des cuirassés plus lourds que les fameux croiseurs cuirassés allemands. Le retard que l'Allemagne tient du traité de Versailles serait comblé et au delà.

De telles propositions ne sont que le prix de marchandages réalisés entre l'U.R.S.S. et le groupe germanique. Par une curieuse ironie, elles représentent l'appui des Soviétiques au programme d'armements voté par les gouvernements bourgeois ou « social-fascistes » d'Allemagne. Elles nous montrent la politique stalinienne à la remorque des intérêts d'un groupe de puissances. Elles risquent d'enchaîner l'avenir de l'U.R.S.S. au jeu des rivalités militaires impérialistes et ne la garantissent même pas contre une agression des impérialistes.

Autant l'Etat prolétarien doit développer des rapports commerciaux avec les Etats capitalistes, autant il doit, dans la mesure du possible, s'abstenir de participer aux tractations préparatoires de la prochaine tuerie mondiale. La politique soviétique à Genève n'a rien à voir avec une politique prolétarienne, elle ne s'inspire que de l'intérêt « diplomatique » de l'U.R.S.S. Elle porte le cachet infamant de la honteuse « théorie » du « socialisme dans un seul pays ». Paul Sizoff.

LE MOUVEMENT OUVRIER

DANS LE NORD

La revanche d'Octobre et la carence du bureau confédéral

On sait dans quelles conditions ont été vaincus les ouvriers métallurgistes et textiles. Nous avons déjà dans plusieurs articles expliqué comment la direction du P.C. et de la C.G.T.U. avait, au cours de cette grande bataille, mis à nu toute l'erreur et le néant de sa politique erronée et de ses méthodes bureaucratiques.

Aujourd'hui nous voulons revenir sur un point important qui marqua la fin de la grève, c'est-à-dire sur le fameux mot d'ordre : « La revanche d'Octobre ».

Lorsque les textiles et les métallurgistes lillois rentraient battus et que l'on prévoyait la défaite prochaine dans les autres secteurs de la grève, les représentants du B. C. et du B. P. dans le Nord, organisèrent un congrès des usines à Hellemmes. On aurait pu croire qu'à ce congrès on analyserait sérieusement la situation, qu'on tirerait les leçons de l'échec et que les délégués ouvriers pourraient dire leur opinion sur la tactique des stratèges à la Bourmelon. Il n'en fut rien. La discussion fut orientée sur un autre plan. Toutes les sottises de nos bureaucrates furent entrecroisées et les dirigeants responsables trouvèrent excuse à tout par le traditionnel : « C'est la faute aux réformistes, comme nous l'avions prévu, ils ont trahi la grève ».

Pour prouver sans doute qu'ils avaient complètement perdu la tête, nos Bourmelons lançaient à ce congrès le mot d'ordre de la « revanche d'Octobre ». Depuis, cette formule a été mise un peu à toutes les sauces et chacun a essayé de l'expliquer à sa façon. Mais c'est incontestablement à ce brave garçon de Perrouault qui revient la palme pour l'explication judicieuse qu'il en a donnée au dernier C. C. N. Pour lui, lancer le mot d'ordre de la revanche d'Octobre signifie tout simplement : travailler à préparer les luttes ouvrières.

Sur quoi se basaient les responsables du congrès d'Hellemmes pour justifier et expliquer un tel mot d'ordre? Tout simplement et tout naïvement sur ceci : Les ouvriers de Lille étaient sur un compromis qui stipulait que le prochain coefficient du coût de la vie détermine s'il y avait d'augmenter les salaires et cela dans la mesure où la conjoncture économique le permettait. Comme l'indice qui devait servir en octobre serait sûrement en augmentation sur celui du mois de mai précédent et que cette constatation officielle du renchérissement de la vie poserait à nouveau la question des salaires pour tous les ouvriers de la région, alors pas d'hésitation possible et crions bien haut : « Préparons la revanche d'Octobre ».

Cette analyse était — on ne peut plus — superficielle. D'abord comment est-il possible de s'imaginer que des ouvriers vaincus après plusieurs semaines de grève, vont reprendre la lutte un mois après — simplement parce que la préfecture aura sorti un coefficient en augmentation de quelques points sur le précédent.

Pendant et après la grève les chefs réformistes ont consolidé leurs positions et ont gagné aux syndicats confédérés de nombreux ouvriers inorganisés et même des unitaires, tandis que l'influence unitaire avait baissé et que de nombreux ouvriers quittaient nos syndicats. De plus nos propres troupes étaient démoralisées surtout par l'insuffisance manifeste de la C.G.T.U. dans la question de la solidarité. Les chefs réformistes continuaient à être des complaisants du patronat et les dirigeants unitaires ne voulant absolument rien changer à leur politique et à leur tactique désastreuse. Il était clair que le mot d'ordre « Revanche d'Octobre » ne serait qu'une formule vaine.

Tous les facteurs négatifs qui avaient conduit les ouvriers à la défaite, devaient brusquement se changer en facteurs positifs grâce aux seules vertus de l'indice préférentiel.

Il faut l'esprit d'un bureaucrate borné pour avoir pensé cela et pour avoir lancé de façon aussi légère le mot d'ordre de la « Revanche d'Octobre ».

Après les fanfaronnades, le néant

Après avoir poussé de hauts cris sur la bataille d'Octobre au cours de laquelle on régularit le compte et au patronat et au réformisme, c'est le néant. Aucune agitation sérieuse et suivie, aucun effort vers les ouvriers socialistes pour préparer la réalisation du front unique. Quelques affiches ou tracts convoquant les ouvriers à des réunions à Lille mais sans succès. Puis

plus rien. L'expert choisi comme arbitre pour la grève des métaux, apporta ses conclusions qui se traduisent par 0 fr. 125 d'augmentation horaire. Aucune réaction sérieuse, nos syndicats incapables de susciter le moindre mouvement. Puis en Octobre la commission préfectorale publie l'indice semestriel qui est en augmentation de 16 points sur celui de mai. Comme attendu dans le compromis, les chefs réformistes s'adressent à Laval et aux patrons mais aucune solution. Ces derniers arguent de leurs difficultés pour refuser toute augmentation. L'U.R.U. ne bouge pas et le bureau confédéral semble avoir oublié la « revanche ». Il est vrai qu'on a en ce moment fort à faire au bureau de l'U.R.U. où un nouveau nettoyage s'impose. A cause de cela Bourmelon n'a pas le temps de penser à tout ce qu'il a fait, dit et écrit pendant la dernière grève. Pourtant quelle belle occasion pour éclairer les ouvriers socialistes et chrétiens sur les conséquences néfastes de la politique de collaboration et de trahison de leurs chefs.

Nos farouches stalinien ont été incapables de se lier aux ouvriers par une juste politique de front unique pendant la grève. Après l'échec ils ont été incapables de réparer leurs erreurs; ils n'ont pas su dire aux ouvriers socialistes : « Vous avez cru vos chefs, vous croyez que vous avez une victoire et qu'au mois d'octobre vos salaires seront augmentés, vous vous trompez. Vous verrez qu'au mois d'octobre vous n'aurez rien. Le ministre et les patrons auront oublié leurs promesses. Nous sommes à vos côtés et nous lutterons — nous unitaires — avec vous, ouvriers confédérés, pour faire aboutir quand même vos propres revendications ».

Aujourd'hui ils ne savent même plus se saisir du refus patronal et du « défilage » du ministre pour développer une active agitation.

La politique faussée et les méthodes bureaucratiques ont engendré dans nos organisations une passivité qui peut devenir mortelle.

Devant le néant obtenu à la suite de leur compromis honteux, « devant le refus brutal des patrons et la carence du gouvernement qui ne veut user de son autorité pour faire céder les patrons textiles de Lille et ouvriers », le syndicat confédéré de Lille réuni en assemblée générale dimanche dernier a voté le principe de la grève. Les Bauche et Vandepitte espèrent que ce vote leur permettra d'obtenir quand même une petite amonnie qui calmera les ouvriers. C'est dans cet esprit à n'en pas douter que la résolution de grève a été votée.

Mais si les patrons restent intraitables, que se produira-t-il? Il est possible alors que les ouvriers confédérés accablent leurs chefs à rendre effective la résolution de grève. Si cette hypothèse devait se réaliser la C.G.T.U. se trouverait dans une singulière position, mais gageons que les officiels du B. C. et de l'Humu auraient encore le front d'écrire que c'est grâce à l'activité communiste et unitaire que cette nouvelle grève éclate et que les ouvriers luttent sur les mots d'ordre du P.C. et de la C.G.T.U.

Que fait l'U.R.U.? Que va-t-elle faire? Pour le moment rien ne transpire de ses intentions (si toutefois elle est décidée à faire quelque chose).

Albert Cornette.

Dans l'enseignement

Rectification à la V. O.

L'article suivant a été adressé à la Vie Ouvrière :

A la suite d'un article de Lopin, paru sur la dernière V. O. : 28 novembre, indiquant que dans son département, le Jura, le Syndicat de l'Enseignement se serait prononcé contre la modification des Statuts (il s'agit probablement du Règlement Intérieur et non des Statuts), proposée par le Bureau fédéral, il est dit :

N.D.L.R. — Même accueil a été fait à la circulaire du Bureau féd. dans la Gironde. Je ne sais par qui la rédaction de la V. O. a été renseignée, mais je tiens ici à rétablir les faits en ce qui concerne la Gironde.

J'ai sous les yeux le compte-rendu de l'A. G. du 20 novembre, rédigé par le secrétaire de séance, de la M.O.R., et la dernière circulaire du B. F.

Dans le compte-rendu, il est dit :
1°) Modification du 1^{er} parag. de l'art. 3

CONTRE L'AGITATION CHAUVINE CONTRE LES OUVRIERS ETRANGERS

Pour une agitation commune parmi les ouvriers français et immigrés

Le chômage commence à se faire sentir en France.

La bourgeoisie veut en faire dériver les responsabilités en excitant les ouvriers français contre les ouvriers étrangers.

Quelle est l'activité de notre parti face à la campagne du Populaire et de l'Ami du Peuple contre les ouvriers immigrés.

Les centristes ont d'abord mis en avant la solidarité sous la forme sentimentale (exemple : l'appel signé par Racamond, de verser des fonds au S.O.I.). Ensuite s'ils énoignaient comme une découverte sensationnelle une vérité déjà connue de tous les ouvriers en un ennemi commun le patronat et l'Etat français. Si elles ne font pas l'union, le patronat baissera les salaires.

Le problème est en réalité plus complexe que la bureaucratie ne croit.

Une partie des ouvriers étrangers vient des pays où sévit la terreur blanche et le chômage. Les conditions de travail qui sont insupportables pour l'ouvrier français paraissent excellentes pour ces couches arriérées. La France leur semble être un paradis.

Il y a des corporations comme le bâtiment et l'habillement où l'afflux de ces couches arriérées permet au patronat de baisser les salaires ou bien d'augmenter le rendement sans augmenter le taux du salaire nominal. Les mêmes phénomènes se sont produits dans les autres branches de l'industrie.

Les ouvriers organisés qui sont un facteur important dans le bâtiment par exemple, considèrent ces couches arriérées avec une hostilité non cachée; cela s'explique, car ces inconscients font objectivement œuvre de jamaes.

La réaction risque d'être encore plus forte dans la classe ouvrière française qui constate que les salaires baissent, et que les conditions de travail s'avilissent et qui en attribue la faute à l'étranger.

La presse bourgeoise et socialiste lui par la plus grande partie des ouvriers, exploite habilement cet état de choses pour détourner les ouvriers de l'attaque patronale contre les salaires par une campagne xénophobe.

Nous avons à plusieurs reprises soulevé dans la Vérité une liaison solide entre ouvriers français et immigrés n'existe pas à la base, que les groupes étrangers se replient sur eux-mêmes, etc. D'autre part, on objectera que dans certaines grèves, les camarades français ont laissé choir les ouvriers immigrés en lutte, etc... Mais nous croyons que les reproches mutuels n'avancent pas la question.

La bureaucratie ne s'inspire nullement des conditions réelles pour aborder d'une manière juste les ouvriers français et immigrés.

Il se bornent à mentionner des généralités justes pour terminer l'appel du C. C. par le mot d'ordre de la journée de 7 heures qui, présenté ainsi, ne mord pas sur les ouvriers.

La bureaucratie ne s'intéresse nullement à ce que ces groupes de langues fassent une campagne syndicale sérieuse parmi leurs ressortissants.

Il ne répondent non plus dans l'Humu aux campagnes de la bourgeoisie (Ami du Peuple, Populaire, Peule, etc.).

Il ne font rien pour que dans les rayons et syndicats, la base prenne la chose en mains.

Il ne consultent jamais dans leur vanité bureaucratique la base pour connaître la situation réelle et son opinion; il préfèrent lancer de temps en temps des appels stériles pour reconnaître ensuite (et cela depuis des années) que rien n'a été fait dans ce domaine.

L'ouvrier communiste qui lie aux ouvriers immigrés l'unité de classe qui lie aux ouvriers immigrés. Aux immigrés il doit démontrer le rôle de « jaunes », que les ennemis de la classe ouvrière leur font jouer. Aux uns comme aux autres, il faut démontrer que le fauteur de leur misère c'est le capitalisme générateur de crise, qui les jette sur le pavé, les classes de pays en pays, et oppose encore leurs misères. Il faut leur dire que la seule issue, c'est d'unir leurs forces contre l'ennemi commun, c'est de fortifier leurs organisations de classe, c'est de participer en commun à l'élaboration de cahiers de revendication et à la lutte pour la défense des salaires contre la bourgeoisie qui les jettera demain les uns après les autres à la rue.

Un ouvrier étranger.

du R. I.
« Il sera attribué, à chaque tendance avant de mandats que le nombre de ses suffrages contient de fois le quotient obtenu en divisant le total des suffrages exprimés par le nombre de mandats auxquels les

Dans l'Opposition Unitaire

C. G. T. U. I. S. R.

OPPOSITION UNITAIRE

La conférence nationale de l'Opposition Unitaire aura lieu à la Bourse du Travail de Paris, le Dimanche 28 Décembre.

Ordre du jour :

- 1° Rapport du secrétariat provisoire;
- 2° La plate-forme de l'Opposition Unitaire (discussion sur la base du projet du camarade Dommanget);
- 3° L'Unité syndicale (le manifeste des 22);
- 4° Organisation de l'O. U. et nomination des organismes de direction.

Le secrétariat provisoire de l'Opposition Unitaire.

La première conférence nationale de l'Opposition Unitaire

L'Opposition Unitaire a maintenant huit mois d'existence. Au cours de ces laps de temps, elle s'est enracinée sérieusement dans le Nord et la région tourangelles, elle s'est consolidée dans la Fédération de l'Enseignement, elle s'est constituée organiquement dans la région parisienne, elle a posé des jalons dans les différentes régions et dans plusieurs fédérations, elle a rallié à elle les principaux éléments de gauche de la Fédération Autonome des fonctionnaires. Mais il lui reste beaucoup à faire pour être à la hauteur de sa tâche qui malgré les « tournants » présents et à venir reste et restera grande.

D'abord l'O. U. se doit d'apporter son point de vue sur tous les problèmes ouvriers qui n'ont pas été abordés ou qui ont été traités trop brièvement dans les plate-formes qu'elle a lancées. Elle doit également préciser sa position sur des points comme la crise économique et l'unité syndicale qui sont à l'ordre du jour. Enfin et surtout maintenant qu'elle a fait son chemin dans la classe ouvrière et que son orientation générale s'avère à la leur des événements et des faits nouveaux, la seule conforme aux intérêts de la C.G.T.U. et du mouvement syndical révolutionnaire, il importe de la poursuivre d'une organisation régulière.

L'O. U. est arrivée à ce stade où les moyens de fortune et un secrétariat général provisoire deviennent insuffisants pour répondre à tous les besoins, aux nécessités de la propagande et de l'action. De toute urgence aussi, elle doit appeler ses militants éparpillés par tout le pays et qui forment déjà une belle phalange à prendre contact, à confronter leurs observations, à apporter des directives. Ils viendront nombreux, nous en sommes sûrs à la Première Conférence Nationale de l'Opposition Unitaire.

Les camarades participant à la conférence devront être porteurs de la carte syndicale unitaire et d'un mandat du secrétariat central ou des secrétariats régionaux et fédéraux de l'O. U.

- Pour le Secrétariat central : Dommanget, Gourget.
- Pour l'O. U. du Nord : Albert Cornette.
- Pour l'O. U. de la région tourangelles : Alfred Bernard.
- Pour l'O. U. lyonnaise : Revol.
- Pour l'O. U. de la Fédération de l'Enseignement : Rollo.

Syndicat à droit, avec attribution hds mandats restants, dans l'ordre, aux tendances qui ont les plus forts restes ».

(Adoptée à l'unanimité, 1 abst.; toutes les tendances étaient représentées).

Et je constate, à part les termes employés, que cette modification est entièrement d'accord avec la proposition du B.F. 2°) Modification au deuxième parag. « Proposition du B. F. : adoptée ».

Ainsi les deux propositions du B. F. sont adoptées, mais la V.O. dit quand même que « le même accueil a été fait à la circulaire du B. F. dans la Gironde ».

Je ne tire pas de conclusions, elle ne seraient pas insérées. C'est inutile d'ailleurs.

LABESQUE, (secrétaire du syndicat de l'Enseignement de la Gironde).

Dans la région lyonnaise

Démocratie syndicale

Malgré les attaques des dirigeants actuels de nos syndicats contre l'O. U. qui commet le crime de dénoncer leurs fautes et de réclamer un redressement indispensable. Il nous est loisible de constater que la situation du mouvement syndical oblige les responsables du P.C. et de l'U.R. à prendre des mesures d'organisation qui, pour être inopérantes, sont cependant significatives. C'est ainsi qu'Armand ayant été invité à aller se soigner... le Secrétaire de l'U.L. devait vacant. Ce fut Chambon qui, en vertu de la Démocratie Syndicale, sans doute, fut nommé permanent de l'U.L. par les chefs du P. C.

Qu'importent ces changements de personnes à la base? cette base dont on parle si souvent!

Inutile de réunir les syndicats de l'U.L., pas plus, pour cela, que pour examiner l'ordre du jour du dernier C. G. Pas plus pour ratifier ce changement, que pour examiner les décisions du C. G. et chercher le moyen de les appliquer. Cet exemple de « loyauté » vers la base!

Le mieux fut le remplacement de Chambon au secrétariat du syndicat général des métaux. Là, il fallait bien convoquer les syndiqués, ou tout au moins faire semblant!

Une convocation invita donc les syndiqués à assister à une A. G. avec l'ordre du jour :

Augmentation des salaires. Revendications, etc... mais rien qui puisse faire supposer qu'il y aurait procédé à la nomination d'un nouveau secrétaire!

Par contre un alinéa de la convocation portait que : seules les questions à l'ordre du jour seraient discutées et que la parole serait refusée pour toutes autres questions!

60 camarades assistaient à cette A. G. Après les habituels discours de Chambon qui préconisa des demandes d'augmentation de salaires, avec préparation de la grève générale de la métallurgie... (pour qui connaît la force actuelle du syndicat, c'est une gageure...) fut enfin abordée la question

principale. Chambon confirma sa démission de la permanence du syndicat et appuyé par Cellier, proposa Brunet, un bon liguard, pour le remplacer.

Cette A. G. brilla par le manque absolu de discussion. Aucune intervention des partisans de la majorité. L'acquiescement muet, dénué d'enthousiasme, à toutes les propositions de la direction.

Chambon fut donc, en un tour de main, sans que la question ait figuré à l'ordre du jour, remplacé par Brunet. Brunet, bien connu par l'ensemble des syndiqués pour son incapacité, qui ne jouit d'aucun crédit dans la corporation et qui est bien certainement le moins qualifié pour rattraper les erreurs du P.C. et de Chambon qui ont considérablement affaibli le syndicat.

Ainsi donc, les chefs actuels de nos organisations viennent de montrer comment une fois de plus, ils entendent et pratiquent la démocratie syndicale!... Les cochons de payants ont juste le droit de ne rien dire ou de recevoir des insultes, comme occupants.

Face aux démolisseurs, les syndiqués ne doivent pas se décourager, mais au contraire, travailler, en accord avec les militants de l'Opposition Unitaire, au renforcement du syndicat et à son redressement, à reconstituer une plus forte C.G.T.U., débarrassée des brouillons et des démagogues.

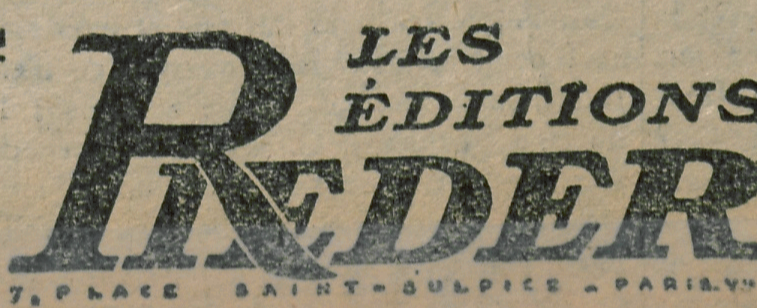
Allons, camarades des métaux, il faut remonter le courant, relever notre organisation si vigoureuse et à quelques années, ne pas laisser disparaître ce que nous avons eu tant de peine à constituer.

UN METALLO.

Le bulletin International est paru

Le n° 2 du Bulletin International est paru, rédigé presque entièrement en langue allemande. Quelques articles, sur la convocation d'une conférence européenne, sur le mouvement oppositional en Grèce, sur les méthodes de provocation stalinienne vis-à-vis de l'opposition, sont en français. Tous les articles qui sont en allemand (sur l'U. R. S. S., la Bulgarie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Belgique, la Chine), ont paru ou paraîtront dans La Lutte de Classes et la Vérité.

Les militants de l'opposition doivent se procurer cet important numéro à la Vérité, 45, Boulevard de la Villette (prix 1 fr.).



LÉON TROTSKY

L'Internationale Communiste après Lénine

(LE GRAND ORGANISATEUR DES DÉFAITES)

L'Anti-Staline

Un volume in-8°, broché, de 360 pages... 20 Francs

Dn même auteur :

Ma vie ESSAI AUTO-BIOGRAPHIQUE
Traduction de Maurice PARIJANINE
Trois vol. in-8°. Chacun 16.50

La révolution défigurée Un vol. in-8° broché 15 fr.



A TRAVERS LA PRESSE

SUR L'UNITÉ SYNDICALE

Le Cri du Peuple publie dans sa tribune de l'Unité un article du fameux protagoniste de la scission de 1921, Dumoulin :

J'ai tenté de convaincre les minoritaires de la C. G. T. U. de la nécessité d'une rentrée en bloc au sein de la C. G. T. La chose jugée le leur interdit et ne permet le rassemblement des hommes que par la dispersion de leurs forces.

L'aveu est intéressant et confirme la manœuvre de désagrégation de la C. G. T. U. poursuivie par les singuliers unitaires du manifeste des 22. Plus loin, Dumoulin expose ce pourquoi l'Unité lui apparaît indispensable :

En voilà assez. Nous ne sommes pas installés dans la scission syndicale. La scission est un état de malheur comme la guerre qui l'a engendrée. Nous ne sommes pas installés dans cette dernière, nous ne nous installons pas dans ses conséquences. Nous marchons dans la vie, avec la vie. Les

événements commandent; la crise économique, les périls dont nous sommes menacés, la hâte avec laquelle le capitalisme organise la défense du dernier stade de son existence, imposent l'idée que nous lançons et le rassemblement solidaire des forces ouvrières.

Mais sur quelle base l'Unité réclamée par Dumoulin peut-elle se faire? L'ex-collaborateur de Thomas à Genève ne répond guère à cette question.

« A titre personnel »...

Dans le même numéro du Cri du Peuple, on trouve le compte-rendu de la conférence du C. I. S. parisien (première séance), où Juin a défendu à son tour le principe de l'abandon de la C. G. T. U. pour le retour à la C. G. T. :

« Juin trouve qu'il est normal que la C. G. T. soit réformiste vu sa composition; avec la prédominance des fonctionnaires, il n'est pas étonnant d'y trouver des collaborationnistes. En face, la C. G. T. U. offre une caricature de mouvement révolutionnaire. Elle est subordonnée à un organisme extérieur qui n'a même pas la forme d'un parti politique, puisqu'on n'y trouve pas la démocratie... »

Aujourd'hui, la C. G. T. U. est vidée de ses adhérents, la maison est hypothéquée, sa presse est sans lecteurs. Et il est vain d'espérer y amener les masses.

« Juin affirme que le redressement de la C. G. T. est possible et que l'unité est impossible avec une C. G. T. U. subordonnée à une secte. On ne peut d'ailleurs subordonner l'unité à l'acceptation de la Charte d'Amiens. »

« Il lit — à titre personnel — une motion résumant son exposé et concluant à la rentrée en bloc dans la C. G. T. »

Chambelland a désavoué Juin, vraiment trop compromettant.

« Et le Cri nous dit que Juin n'a parlé « qu'à titre personnel ». Martin, des typos, avait aussi — c'est d'hier! — proposé la rentrée à la C. G. T. Il y en aura d'autres.

« L'Unité, à la manière des « 22 », lui semble vouloir avantager la C. G. T. et désavantager la C. G. T. U. Il craint, qu'en infusant du sang rouge à la C. G. T. — par l'apport de nouveaux contingents syndicalistes-révolutionnaires — on donne à la vieille confédération une vigueur nouvelle. Par contre, une telle unité... qui impliquerait l'union de la « droite » unitaire avec la « gauche » cégétiste — donnerait le coup de grâce à l'actuelle C. G. T. U., se ferait contre la majorité unitaire et le parti communiste. Cette perspective déplaît à M. Bourisicot.

Paroles discordantes... mais utiles

Il n'y a pas eu que des partisans du manifeste des 22 au Congrès des fonctionnaires autonomes et le cœur des déclarations sentimentales pour l'Unité a été troublé par les paroles discordantes... mais bien utiles de Bourisicot dont l'Information sociale relate l'intervention :

« L'Unité, à la manière des « 22 », lui semble vouloir avantager la C. G. T. et désavantager la C. G. T. U. Il craint, qu'en infusant du sang rouge à la C. G. T. — par l'apport de nouveaux contingents syndicalistes-révolutionnaires — on donne à la vieille confédération une vigueur nouvelle. Par contre, une telle unité... qui impliquerait l'union de la « droite » unitaire avec la « gauche » cégétiste — donnerait le coup de grâce à l'actuelle C. G. T. U., se ferait contre la majorité unitaire et le parti communiste. Cette perspective déplaît à M. Bourisicot.

« Après s'être vigoureusement opposé à la démission de la C. G. T. U., Bourisicot a conclu, s'adressant aux partisans mystiques de l'Unité :

« Embarquez-vous donc... dans une galère, que vous n'orienterez pas, car vous n'êtes pas à la barre. Partez, nos vœux vous accompagnent, car nous ne demandons qu'à reconnaître, plus tard, qu'aujourd'hui nous nous sommes trompés. Que les vents vous soient favorables et puissiez-vous « Nous restons sur la berge, allez-vous dire? Oui, pour vous tendre la perche ou vous jeter une bouée lorsque vous coulez; car c'est ça que nous prévoyons... »

Solssion artificielle

« Les partisans à tout prix de l'Unité syndicale ont oublié le caractère réel de la scission de 1921: scission voulue et préparée par les chevaliers de l'intérêt général. A ce sujet, Monmousseau, pour une fois, ne dit pas que des bêtises dans la Vie Ouvrière. Il rappelle qu'au Congrès des fonctionnaires autonomes :

Piquemal, dans son rapport sur l'unité syndicale avait déclaré que la scission de 1921 était une scission artificielle. Avant lui, Rambaud l'avait déclaré, en con-

clusion d'un meeting commun avec Leguen à Orléans, il y a quelques mois.

« Mais, dans un manifeste élaboré sous le contrôle de Rambaud, ce dernier avait établi le 21 avril 1927, que la responsabilité de la scission incombait aux dirigeants réformistes, que la scission qu'ils avaient préparée et exécutée correspondait aux nécessités de la collaboration des classes. Mais Piquemal avait, jusqu'à une récente époque, proclamé la même opinion sans que personne ne puisse lui donner un démenti. »

Bourisicot a prouvé au Congrès des fonctionnaires que les conditions imposées par la C. G. T. à l'adhésion des fonctionnaires en 1927, ont été à la base de la scission dans cette organisation et de la création de la Fédération autonome.

« OÙ, dans l'examen des faits, peut-on trouver le caractère artificiel de la scission, alors que le caractère réel, basé sur la collaboration des classes, se retrouve à tous les degrés? »

« Le malheur c'est que Monmousseau et les autres dirigeants de la C. G. T. U. mément depuis des années une politique qui, loin de dissiper la confusion qui règne chez beaucoup à propos de l'Unité syndicale, la favorise. »

« L'affaiblissement inquiétant de la C. G. T. U. et dont Monmousseau est un des responsables va de pair avec le confusionnisme des mystiques de l'Unité syndicale. »

Dans les Jeunesses

Du malaise des Jeunesses à la résolution du Comité Central du Parti

La résolution du C. C. sur les Jeunesses annoncée depuis plusieurs semaines n'a paru que le 2 décembre 1930 dans *l'Humanité*.

Que dit en substance cette résolution? Malheureusement, malgré la longueur du texte, peu de choses utiles.

La crise catastrophique de la R. P. des J. C. ne date pas d'aujourd'hui, et le parti communiste, qui doit guider, orienter sans pour cela mécaniser, se devant, des premiers symptômes de croissance, d'inventer vigoureusement auprès de la Jeunesse communiste.

La résolution du C. C. ne résout pas le malaise qui étreint la Jeunesse communiste.

être étudié. Créer des sections des jeunes, cela est une erreur, surtout en examinant la courbe du développement du mouvement syndical.

La création de sections, commissions, sous-commissions, etc., ne résout rien, et malgré cette avalanche de propositions concrètes, il n'y a pas de preuves de compréhension du mouvement syndical.

Avec une bonne plate-forme revendicative et une compréhension communiste du travail des J. C. dans les syndicats (et pas à la manière de la troisième période), il est possible de créer un fort courant de jeunes en faveur de la C. G. T. U. Mais seulement on verra si il est possible de créer des sections de jeunes ayant une vie à part du mouvement en général.

Le recrutement des J. C. est très mauvais. Certes, cela résulte en grande partie de la situation objective qui n'est plus celle de 1920, mais aussi des deux conceptions politiques du recrutement.

Le manque de cadres dans la J. C. est certain; l'éducation est nulle dans l'organisation, et c'en est la cause. Le parti doit aider activement à la création d'écoles pour les jeunes communistes, il doit envoyer dans la J. C. des instructeurs pour diriger la formation rapide de cadres. Cependant le parti ne doit pas se substituer à la jeunesse. Sinon, les jeunes ne pourraient rien apprendre de leurs propres expériences. Il faut aider par l'éducation, donner des conseils, concrétiser l'auto-critique politique, mais laisser la J. C. à la lumière de ses efforts progresser dans la compréhension du mouvement communiste. Il ne faut pas mécaniser et confondre le travail des J. C. et du P. C. La liaison doit exister. Une bonne collaboration est nécessaire. Mais une confusion des deux organismes, par la reprise des mêmes mots d'ordre aboutirait à un éloignement des masses jeunes et à la méconnaissance du rôle dévolu aux Jeunesses.

Dans l'impasse où se trouve la jeunesse, il faut faire le point, reconstruire ses noyaux en une bonne éducation politique, préparer une bonne direction des J. C. non corrompue dans le bureaucratisme, élaborer une large discussion de la base qui ferait face à tous les problèmes des J. C., dégager une vue claire sur le mouvement syndical et les organisations auxiliaires. Sans ces conditions, aucune solution bureaucratique ne pourra enrayer la dégénérescence de la J. C. La résolution du parti demeure insuffisante. Nous continuerons avec les plus actifs camarades de la base à préparer les conditions de la régénérescence et du renforcement du mouvement communiste des jeunes.

La Fédération des Jeunesses

« Les derniers mois marquent une reprise légère de l'activité de la Fédération des J. C. par ses interventions dans les grèves, les réunions publiques et l'agitation faite pour la seizième Semaine Internationale des Jeunes ».

Malheureusement, ce renouveau d'activité même léger, n'existe pas. Ou avons-nous vu la J. C. en action? Si l'on parle de grèves on pense immédiatement à celles du Nord, et là nous connaissons le résultat de l'intervention des J. C. qui furent incapables de donner à ces grèves un caractère politique au moyen d'une bonne plate-forme d'agitation; l'action de Deccaux et de Delacroix fut le mi-sommeil et la non-compréhension des comités de grèves composés arbitrairement, presque uniquement des J. C. quand il y avait près de 50.000 jeunes en grève.

Pour les réunions publiques, ce ne fut pas grand-chose et pourtant les occasions ne manquèrent pas. Seul le meeting central de la Semaine des Jeunes fut assez bien réussi par rapport aux hasards si fréquents dans l'agitation des J. C. Les réunions publiques des Jeunes devraient être envisagées sur le plan de la lutte contre la guerre, en réponse à la campagne des J. C. : des larges conférences publiques sur les revendications économiques et politiques des jeunes et aussi sur l'éducation révolutionnaire.

Puis, dans la résolution, on parle du travail anti et chez les adversaires. Sur l'antimilitarisme nous savons que les principes de Karl Liebknecht sont oubliés; par contre, le primitivisme le plus absolu est encouragé.

Dans la jeunesse socialiste, aucun travail sérieux n'est fait; la tactique du front unique demeure incomprise et se décale dans son application. La J. S. qui se renforce chaque jour et compte dans la R. P. 800 membres, peut développer une campagne pacifiste contre la guerre et la J. C. profite. Qu'attend-elle pour opposer aux équivoques appels des jeunes socialistes la franchise et nette attitude du défaitisme révolutionnaire?

Quant à la J. O. C., peu de travail; et pour l'intervention au Congrès national au Trocadéro, les jeunes oppositionnels n'y furent pas pour rien. La lutte à l'usine avec la J. O. C. est entravée par des positions inexistantes dans les entreprises.

Le front unique, arme de lutte contre les organisations adversaires

La direction du parti et des J. C. s'aperçoit un peu tard, de la menace des organisations adversaires: J. O. C. et J. S. Il est grand temps de préparer la politique du front unique. Pour la direction du P. C. et des J. C. l'emploi du front unique se traduit surtout par un effort pour la désagrégation immédiate des organisations adversaires; cette manoeuvre gagnée ne conduit pas à la réalisation d'un front unique large sous nos motifs d'ordre qui nous permette de forner dans l'action les positions des révolutionnaires, car les propositions de front unique de désagrégation n'aboutissent en fait chez les jeunes socialistes et jocos, que de la menace vis-à-vis de nous.

Quant au moyen des comités de lutte, c'est bien, mais alors il faudrait être ancré dans les usines et sur ce point, nous sommes très en retard sur la J. O. C. et même aussi sur la J. S. La démagogie même dans une résolution vicie la pensée des dirigeants.

Le tournant et la lutte sur les deux fronts

La Jeunesse communiste n'a pas encore réalisé le « tournant »? Comment se pourrait-il que la direction des J. C. qui est un décalage de l'appareil des P. C. puisse réaliser la plus petite partie de ce tournant, puisque le P. C. lui-même n'a pas compris le « tournant ».

Nous le disions et nous le répéterons: dans le tournant, ce qui nous intéresse et intéresse au plus haut point le mouvement ouvrier, ce n'est pas la forme, mais le fond. Et de cela rien; l'appareil du P. C. et des J. C. veut, au moyen de ses leviers de commandes, réaliser un « tournant », mais au lieu d'appeler la base au travail sur une ligne politique juste, par une correction sévère et collective des fautes du passé et de réviser une collaboration politique avec la gauche exclue, la direction s'enferme dans son appareil et se coupe de la base. Par son caractère même, le « tournant » aboutit à la liquidation administrative du Bureau régional de la R. P.

Ce « tournant », pour être bien mené par la direction, dit la résolution, doit se faire sur deux fronts: la droite et la gauche. Pour ce dernier front, c'est fait, et la direction des J. C. même rendement la danse, sans toutefois empêcher notre influence politique de gagner. Mais surtout la direction est amenée, pour réparer ses fautes, à reprendre nos mots d'ordre: éducation, contre le sectarisme, etc... Quant à la droite, elle est tranquille et les dirigeants ne font rien contre elle, au contraire. Ils s'en font des alliés comme dans le deuxième rayon, comme dans le premier rayon, pour nous battre.

La F.S.T. et le recrutement

La J. C. dit-on, ne sait pas aborder les jeunes ouvriers, cela est très exact, mais c'est à cause de sa fausse ligne politique qui est la source cruciale d'erreur de son agitation et de sa propagande.

L'aide apporté par le Parti à la J. O. C.

Le chômage partiel et complet atteint déjà près de 200.000 travailleurs dont la majeure partie est complètement sans ressources.

Les ouvriers qui restent occupés dans les industries constatent que les patrons, à la faveur de la crise, réduisent les salaires en même temps qu'ils exigent un rendement de travail toujours plus fort.

Alors qu'une partie du personnel est licencié, les patrons, exploitant chez les uns le désir de gagner quelques francs en plus, chez les autres la crainte du renvoi, font saboter de plus en plus la journée de 8 heures.

En résumé, le patronat belge, aidé par le gouvernement, fait supporter entièrement aux travailleurs les conséquences de la crise et en face de la réaction patronale de plus en plus arrogante, les organisations syndicales restent impuissantes d'action parce que dirigées par des chefs réformistes adversaires de la lutte.

Les travailleurs désemparés restent livrés à eux-mêmes, ne sachant ce qu'ils doivent faire pour se défendre.

LA RESPONSABILITE DE LA SOCIALE-DEMOCRATIE

Les chefs dans tous les pays partagent avec les Capitalistes la responsabilité de la situation de plus en plus misérable faite aux travailleurs. Pourquoi? Parce que, au lieu de travailler à unir internationalement les forces ouvrières pour lutter contre le régime capitaliste et instaurer la société Socialiste.

Ils ont sur le plan National et International

Pour repartir de l'avant!

D. Levine.

EN BELGIQUE

La Fédération communiste oppositionnelle de Charleroi lance un appel contre le chômage

Notre Fédération communiste oppositionnelle de Charleroi a lancé un appel aux travailleurs. Nous publions ci-dessous le texte de la circulaire qui a été distribuée aux travailleurs du bassin de Charleroi.

Opposition Communiste belge adhérent à l'Opposition Communiste de Gauche Internationale

Aux chômeurs, A tous les travailleurs,

La crise mondiale du capitalisme continue à faire sentir ses effets en Belgique.

Le chômage partiel et complet atteint déjà près de 200.000 travailleurs dont la majeure partie est complètement sans ressources.

Les ouvriers qui restent occupés dans les industries constatent que les patrons, à la faveur de la crise, réduisent les salaires en même temps qu'ils exigent un rendement de travail toujours plus fort.

Alors qu'une partie du personnel est licencié, les patrons, exploitant chez les uns le désir de gagner quelques francs en plus, chez les autres la crainte du renvoi, font saboter de plus en plus la journée de 8 heures.

En résumé, le patronat belge, aidé par le gouvernement, fait supporter entièrement aux travailleurs les conséquences de la crise et en face de la réaction patronale de plus en plus arrogante, les organisations syndicales restent impuissantes d'action parce que dirigées par des chefs réformistes adversaires de la lutte.

Les travailleurs désemparés restent livrés à eux-mêmes, ne sachant ce qu'ils doivent faire pour se défendre.

aidé la bourgeoisie à restaurer ses forces ébranlées par la guerre.

Ils ont détourné les masses Ouvrières soumise à leur influence, de la lutte Révolutionnaire.

Ils ont combattu avec un acharnement criminel la Russie des Soviets et les Communistes luttant pour le Socialisme.

Ils ont soutenu et continuent à soutenir les plans financiers et économiques de la finance Américaine qui soumet les pays Capitalistes à sa loi.

La rationalisation capitaliste des industries, les plans financiers de la bourgeoisie dont les conséquences pèsent si lourdement sur les travailleurs des différents pays ont été défendus par eux; ils n'ont pu être réalisés sans rencontrer la résistance active des travailleurs que grâce à l'aide précieuse des chefs social-démocrates qui vous ont dit: « Travaillez, produisez beaucoup, créez des richesses, il en résultera plus de bien-être pour votre cause. »

Camarades,

Il faut pratiquer le socialisme de lutte de classe.

Maintenant que l'expérience vous démontre que c'est le contraire qui se produit et qu'au lieu de l'amélioration progressive de la situation des travailleurs promise par les chefs réformistes, votre situation s'aggrave chaque jour, il faut honnêtement reconnaître que les chefs social-démocrates ont abandonné la politique du socialisme de classe pour collaborer avec la bourgeoisie votre ennemie de classe, et qui vous ont poussé dans une mauvaise voie.

Il faut vouloir sortir de l'impasse de misère dans laquelle ils vous poussent.

Entre les dirigeants réformistes et chrétiens et les patrons et le Gouvernement.

C'est aux capitalistes profiteurs de la guerre et des années de prospérité à supporter les difficultés de la crise de leur régime.

REALISEZ LE FRONT UNIQUE DE TOUS LES EXPLOITES CONTRE LES CAPITALISTES, VOILA CE QUE VEULENT LES COMMUNISTES OPPOSITIONNELS, TRADUISANT L'ASPIRATION GENERALE DES TRAVAILLEURS CHERCHANT LA VOIE DE LEUR SALUT.

Camarades,

Dans vos organisations syndicales, réclamez l'organisation de la lutte directe contre les attaques patronales.

L'histoire de la conquête d'amélioration du sort des travailleurs est faite de luttes et de sacrifices.

Ne reculez pas devant la lutte et les sacrifices nécessaires pour défendre la situation acquise par les luttes du passé, sinon vous retourneriez à l'esclavage.

A l'usine, combattez les méthodes modernes qui vous divisent au travail, elles engendrent l'égoïsme individuel entretenu par les patrons.

Réagissez contre l'abus du goût des sports qui détournent l'attention des masses ouvrières sur leur situation réelle. Voyez que ce goût de « sport » est habilement entretenu par les journaux bourgeois et aussi par les journaux social-démocratiques adversaires de la lutte directe des travailleurs contre le patronat.

C'est vers la renaissance de l'esprit de lutte de classe des travailleurs qu'il faut tendre les efforts, c'est dans l'organisation syndicale, dans l'organisation politique de lutte de classe qu'il faut ramener l'énergie ouvrière.

Camarades,

Il ne suffit pas qu'à un moment donné vous luttiez avec courage contre le patronat, il faut pour vous guider dans vos luttes contre l'adversaire bourgeois, une direction politique capable et expérimentée.

EN SOUTENANT, EN RENFORCANT L'OPPOSITION COMMUNISTE PAR VOTRE PARTICIPATION A SON ACTIVITE POLITIQUE VOUS VOUS CREEZ CETTE DIRECTION POLITIQUE DE LUTTE DE CLASSE, QUI A JUSQU'A PRESENT MANQUE A VOS LUTTES.

Pour briser les chaînes d'esclavage du capitalisme luttiez pour le socialisme de lutte de classe, luttiez pour le communisme.

L'OPPOSITION COMMUNISTE Fédération de Charleroi

Nous apprenons par nos camarades que la distribution de cette circulaire a été fort bien accueillie par les travailleurs.

A l'heure actuelle, les travailleurs belges sont inquiets du sort qui leur est fait. Ils comprennent bien qu'ils devraient lutter contre la réaction patronale, mais ils voient bien que les chefs social-démocrates qui dirigent et dominent les organisations ouvrières ne veulent pas lutter contre le patronat.

Il en résulte un mécontentement sourd, un détachement des ouvriers de la social-démocratie.

Nous avons déjà dit que l'obstacle le plus dur à franchir pour les travailleurs belges pour résister à la réaction patronale est la bureaucratie et les cadres de l'organisation syndicale, adversaires résolus à étouffer et briser toute tentative des ouvriers de recourir à la lutte directe.

Aidez les travailleurs à vaincre cet obstacle est la tâche difficile de nos camarades.

Le Gérant : P. FRANK.

IL FAUT SOUTENIR LA POLITIQUE DE LUTTE DE CLASSE, LA VRAIE POLITIQUE SOCIALISTE DEFENDUE PAR LES COMMUNISTES OPPOSITIONNELS.

- Dans la situation présente en quoi consiste-t-elle?
- 1° Unir tous les travailleurs dans la volonté de s'opposer aux diminutions de salaires.
 - 2° S'opposer aux licenciements en exigeant collectivement le partage du travail à l'usine.
 - 3° S'opposer collectivement au sabotage de la journée de 8 heures.
 - 4° La situation internationale prouvant qu'il y a surproduction et surcroît de main-d'œuvre en travaillant 8 heures avec les moyens mécaniques actuels de production, revendiquer la diminution de la journée de travail. Lutter pour mettre les machines au service des hommes au lieu de faire des hommes esclaves des machines.
 - 5° Lutter pour exiger des pouvoirs publics le soutien de tous les chômeurs indistinctement sans distinction de nationalité et ce, pendant toute la durée du chômage.
 - 6° Lutter contre la propagande « nationaliste » qui prépare l'opinion publique à l'idée d'une nouvelle guerre.
- C'est pour la libération de la classe ouvrière opprimée par le régime capitaliste que les travailleurs doivent se préparer à se battre.
- Les travailleurs ne doivent plus se laisser entraîner dans une nouvelle guerre capitaliste qui tuerait des millions de prolétaires appelés à défendre les intérêts de leur bourgeoisie.
- Travailleurs,
- Ne faites pas confiance aux moyens parlementaires et conciliateurs pour défendre vos intérêts. Voyez où cette politique vous a conduits.
- Vous pourrez parer aux conséquences de la crise dans la mesure où votre propre action directe remplacera les conversations, les transac-

Imp. de la Soc. Nouv. d'Edit. Franco-Slaves 32, r. de Ménilmontant, Paris

Les grosses faiblesses de la J. O. C.

Elles se résument, d'après la résolution, dans le défaut d'organisation dans l'agitation, le travail syndical et le recrutement.

Ces défauts proviennent avant tout de toute la ligne politique suivie par les J. C. Cela a paralysé sa compréhension du mouvement de la jeunesse, ses possibilités de coordonner les courants et de les concrétiser par des résultats positifs à l'intérieur de notre organisation.

Tout cela est vrai pour toute notre agitation.

Dans le mouvement syndical, la résolution parle avec juste raison d'abandon des revendications des jeunes. Cela est très juste. Mais c'est le parti qui avait orienté les jeunes vers un travail mécanique analogue à celui qu'il poursuivait lui-même dans les syndicats.

Qui il faut orienter la J. C. vers le travail syndical et cela au premier plan, il faut avoir une plate-forme revendicatrice, nette sur tous les problèmes intéressant la main-d'œuvre des jeunes. De l'apprentissage au travail qualifié, tout cela doit

LES PROSATEURS ÉTRANGERS MODERNES

ISAAC BABEL

Traduit du Russe par M. Parisianus

Cavalerie Rouge

Un volume in-10 broché 15 fr.

LES ÉDITIONS RIEDER

7, Place St Sulpice - PARIS VI



Editions LES REVUES

47, Rue Monsieur-le-Prince PARIS (VI)

HERMYNIA ZUR MUHLEN

LE ROSIER

suivi d'autres Contes pour enfants d'ouvriers

traduction de A. Givard

PREFACE de H. BARBUSSE

Illustrations de Dinah Indenbaum

Vient de paraître 12 francs

MAX BEER

HISTOIRE GENERALE DU SOCIALISME ET DES LUTTES SOCIALES

Tome III

LES LUTTES SOCIALES DANS LES TEMPS MODERNES

Le volume : 12 francs

On peut encore souscrire aux cinq volumes, pour 40 francs (au lieu de 60 francs si on les achète séparément)

EGON ERWIN KISCH

Délégué allemand à l'Association des Écrivains prolétaires

PARADIS AMÉRICAIN

DE FORD A CHARLOT...

Toute l'Amérique... par le grand reporter allemand

LE VOLUME 15 francs

F. ENGELS

LUDWIG FEUERBACH ET LA FIN DE LA PHILOSOPHIE CLASSIQUE

La meilleure introduction à la philosophie marxiste

Prix : 10 fr. 50


GRATUITEMENT SUR DEMANDE ENVOI DE

LE ROI DU MEUBLE

Royal cadeau à tout acheteur

chêne massif 8 pièces 2495!

ronce de noyer 2495!



87 BOULEVARD DE SEBASTOPOL-PARIS

NOTRE SUPERBE CATALOGUE-ALBUM